

Nouvelle Calédonie - Guadeloupe :

p.9 et 10

# **l'impérialisme français veut maintenir l'ordre colonial**

# **lutte ouvrière**

**Patronat et  
gouvernement  
contre le  
niveau de vie  
des  
petites gens**

p. 3 et 5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 892 - 6 juillet 1985 - prix : 6 F

**lamentations occidentales  
sur les prises d'otages**

**les  
hypocrites !**





# sommaire

## Dans le monde

Page 7 :

— Colombie : des militants syndicaux assassinés.

Page 8 :

— Indonésie : une dictature sanglante au service de l'impérialisme.

Page 9 :

— Espagne : 1<sup>re</sup> grève générale contre la politique d'austérité du gouvernement.

Page 10 :

— Nouvelle-Calédonie : la droite colonialiste embauche des hommes de main parmi les chômeurs.

Page 11 :

— Guadeloupe : un juge et un policier suspects de manque de fidélité à l'ordre colonial.

— Haïti : quand on retire tout à un peuple...

Page 20 :

— Israël : grève de 24 heures contre l'austérité.

## En France

Page 2 :

— Pour protéger ses économies, il faut en avoir beaucoup.

— Les caravanes de Lutte Ouvrière, c'est parti !

Page 4 :

— Hernu-Lacaze : pas d'accord, sauf pour reprendre un canon.

— L'« Affaire Manouchian » aux Dossiers de l'écran : l'union nationale retrouvée.

Page 5 :

— Flexibilité de l'emploi : des syndicats plient.

Page 6 :

— Grève des loyers au Foyer Sonacotra de Caudebec-les-Elbeuf.

Pages 13 à 15 :

Dans les entreprises :

— Cluzel (Ardèche) ; OCE - Montreuil ; Fonderies du Poitou ; Chaussen - Creil ; Alstom Saint-Ouen.

— PTT (Annecy) ; PTT (Tri, Austerlitz) ; SNCF (Dépôt Paris Sud-Ouest) ; Rhône-Poulenc (Pont-de-Claix, Isère).

— Chantiers Navals (Dunkerque) ; Clecim (Saint-Chamond, Loire) ; Usinor (Dunkerque) ; Cycles Peugeot (Région de Montbéliard).

## Culture

Pages 16 et 17 :

— Des livres pour l'été (sélection).

— Tout, tout, tout vous saurez tout sur le jeu.

Page 18 :

— Livres : *IWW et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis* de Larry Portis ; *Descente aux enfers* de David Goodis ; *Une femme en guerre* de Xie Bingying.

Page 19 :

— Films : *La Rose pourpre du Caire* de Woody Allen ; *Visages de femmes* de Désiré Ecaré ; *La Forêt d'émeraude* de John Boorman.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## Les caravanes de Lutte Ouvrière, c'est parti !

Du 8 juillet au 16 août, de la Moselle en Provence en passant par le Gard, du Nord au Pays basque en passant par la Bretagne et la Vendée, les caravanes de *Lutte Ouvrière* vont sillonner cette année encore la route des vacances.

Si elles s'arrêtent sur votre lieu de séjour, ou pas très loin, venez donc nous rendre visite. En vacances, on est moins bousculé, un peu déchargé des soucis et des difficultés de la vie quotidienne. C'est une occasion pour prendre le temps d'échanger des idées, de confronter des avis sur les problèmes qui nous préoccupent et qui touchent tous les travailleurs. Et ce ne sont pas les problèmes qui manquent : Que faire pour s'opposer à la politique anti-ouvrière du gouvernement ? Que penser de la sortie du PCF du gouvernement et de son nouveau cours anti-socialiste ? Comment faire face à la montée de



**CARAVANE MOSELLE**  
Lundi 8 juillet : Hayange  
Mardi 9 : Thionville  
Mercredi 10 : Mayeuvre  
Jeudi 11 : Rombas  
Vendredi 12 : Joeuf  
Samedi 13 : Longwy

l'extrême-droite et du racisme ?

Sur toutes ces questions et sur bien d'autres encore venez débattre avec nous.

A bientôt donc sur la route de nos caravanes. La semaine prochaine, nous publierons les itinéraires et dates précises des passages dans chaque ville. Mais sachez dès à présent

que du 8 au 13 juillet nous nous trouverons en Moselle. Du 13 au 26 juillet vous pourrez nous rencontrer en Aquitaine, en Languedoc, en Bretagne, ou en Vendée. Du 27 juillet au 9 août dans le Gard et du 3 août au 16 août nous aurons l'occasion de nous voir en Provence, en Languedoc, en Bretagne, dans le Nord ou en Côte basque.

## • Pour protéger ses économies, il faut en avoir beaucoup !

En s'attaquant aux taux d'intérêt des livrets d'épargne, le gouvernement dit vouloir favoriser l'épargne à long terme, en particulier les emprunts obligataires. Seulement, pour pouvoir choisir de placer ses économies dans des emprunts à long terme, il faut déjà posséder suffisamment d'argent pour pouvoir l'immobiliser longtemps. Ce qui n'est pas le cas des petits épargnants, ouvriers, employés, retraités qui choisissent les livrets de caisse d'épargne pour pouvoir récupérer leurs économies rapidement en cas de dépenses imprévues. Et si, au cours des cinq premiers mois de l'année, les retraits l'ont emporté sur les dépôts de 15,5 milliards de francs au titre des livrets A et B, c'est bien en grande partie parce que le pouvoir d'achat de la population laborieuse a baissé.

Mais si les petits épargnants n'ont pas le choix, il en va tout autrement pour ceux qui ont les moyens. Les emprunts d'Etat, les emprunts PTT ou EDF ont des taux d'intérêt bien supérieurs aux livrets d'épargne. Ainsi, en 1984, leur rémunération a varié entre 11,8 % et 15,5 % selon les obligations. Il existe bien d'autres placements dits « à risque », qui rapportent gros et qui comportent des risques, c'est vrai, mais surtout pour les petits investisseurs, souvent grugés par les gros. Régulièrement, des revues spécialisées ou non, se font l'écho des placements particulièrement intéressants du point de vue fiscal ou selon la rentabilité. Récemment, un numéro de *l'Express* proposait quelques idées de placements attractifs. Par exemple, les investissements dans des hôtels modernes peuvent rapporter 30 à 60 % des fonds investis au bout de trois à quatre ans. Les investissements dans la pierre sont toujours rentables et permettent, en investissant dans l'immobilier de loisirs, de profiter d'un

appartement quelques semaines par an. Pour ceux qui n'ont pas peur (et qui ont donc les moyens) de prendre des risques en investissant dans les chevaux de course ou dans les vins de grands crus, la mise peut quintupler en quelques années.

Et puis il y a bien sûr les pla-

cements en Bourse qui tout en rapportant des dividendes permettent de mettre son capital à l'abri de l'inflation : la valeur moyenne des actions n'a pas moins que doublé en un peu plus de trois ans...

Pierre CHAMBEY

## L'épargne populaire encore attaquée

C'est maintenant devenu une habitude : pour la troisième fois, le gouvernement a décidé de baisser les taux d'intérêt des livrets d'épargne. Après la baisse de 1 % en août 1983 et en 1984, c'est encore 0,5 % qu'ils viennent de perdre au 1<sup>er</sup> juillet de cette année. Ainsi, les livrets A et B seront rémunérés au taux de 6 % et les livrets d'épargne populaire (livrets roses) au taux de 7 %. Quant aux plans d'épargne logement, ils passent de 9 % à 7,5 % et les comptes d'épargne logement, de 6,5 % à 5,5 %.

Dans le même temps, le gouvernement a décidé de baisser

d'un demi-point les taux de crédit et notamment les prêts accordés aux entreprises au titre du fonds industriel de modernisation (FIM). Il s'agit d'inciter les chefs d'entreprises à utiliser leurs ressources en investissements plutôt qu'en placements. Il n'y a aucune raison que ces mesures aient plus d'effet sur les investissements productifs que les fois précédentes.

Mais il reste que pour offrir des taux de crédits un peu moins chers aux industriels, le gouvernement s'en prend une fois de plus aux petits épargnants.

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

**LUTTE DE CLASSE**

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



# Lamentations occidentales sur les prises d'otages : les hypocrites

**A**U terme d'une longue suite de négociations entre les autorités américaines et Nabih Berri, le chef du mouvement chiite Amal, trente-neuf otages américains retenus à Beyrouth ont donc été libérés tandis que quelques jours plus tard 300 des 735 détenus libanais en Israël retrouvaient la liberté.

Alors, aujourd'hui Reagan vient d'annoncer sa décision d'isoler l'aéroport de Beyrouth en guise de représailles. C'est qu'il voudrait garder la face et faire croire qu'il n'a rien cédé ; comme il voulait faire croire hypocritement, il y a quelques jours, qu'il n'avait jamais entamé des négociations quelconques avec les pirates de l'air alors que ces négociations étaient un secret de polichinelle.

Mais la pire hypocrisie des dirigeants américains, comme de leurs homologues français d'ailleurs, c'est celle qui consiste à dénoncer, avec les accents de la vertu outragée, le « terrorisme », les « prises d'otages », comme si eux-mêmes n'étaient pas capables, question de moyens, de faire mille fois pire.

Quand il y a trois ans Israël a envahi le Liban, les responsables politiques des grandes puissances occidentales ont tout au plus déploré cet état de fait, mais ils n'ont pas cloué les dirigeants israéliens au pilori. Quand, plus récemment, pour sortir du borbier libanais, Israël a évacué le pays, en emmenant 735 « prisonniers » libanais, 735 otages, les gouvernants américains n'ont pas traité leurs semblables israéliens de « voyous », « d'assassins » et de « barbares ». Comme si le terrorisme d'Etat des puissances impérialistes et de leurs soutiens ne méritait pas ce genre de qualificatifs.

Le Liban connaît une guerre civile qui dure depuis dix ans. La majorité des Libanais se considère en guerre avec Israël. Et ils considèrent, avec bien des raisons pour cela, les Etats-Unis comme l'allié de l'Etat sioniste. Pour faire libérer les Libanais prisonniers d'Israël, une organisation chiite a pris comme otages les passagers d'un Boeing américain, qui a priori n'étaient en rien responsables de la politique de l'impérialisme américain. Mais en s'en prenant à des innocents, les chiites libanais n'ont pas innové : ils n'ont fait que suivre l'exemple des grandes puissances.

Quand, il n'y a pas si longtemps, l'aviation pilonnait le Nord-Vietnam, avec lequel les Etats-Unis n'étaient pourtant pas en guerre officiellement, combien y a-t-il eu de simples gens massacrés ? Quand, il y a quelques mois, l'aviation française a effectué au Liban un raid de représailles, combien y en a-t-il eu ?

Depuis longtemps, dans les guerres modernes, il y a encore moins de distinction qu'il y en eut jamais entre combattants et civils. Et ce ne sont pas les chiites libanais qui en sont responsables. Ce sont en premier lieu les grandes puissances impérialistes, parce qu'elles ont livré, et livrent encore, directement ou indirectement, des guerres sans merci contre des peuples entiers.

Les mouvements et les dirigeants chiites libanais ne représentent certainement pas, dans cette partie du monde, les intérêts des pauvres et des opprimés. Ils l'ont prouvé, il n'y a pas si longtemps, en s'attaquant aux camps de réfugiés palestiniens, et en y commettant des massacres. Mais le sang qu'ils ont sur les mains n'est rien à côté de celui qui souille celles des dirigeants impérialistes qui jouent pourtant si volontiers aux moralisateurs.

Et si, triste écho des événements du Moyen-Orient, des bombes éclatent à Madrid ou ailleurs ; si les citoyens des grandes puissances occidentales courent, un peu partout dans le monde, le risque d'être considérés comme des représentants d'une puissance ennemie, c'est à la politique de l'impérialisme, qui pille le reste du monde et maintient sa domination par la force brutale et la terreur, que cela est dû.

Et nous, travailleurs, nous n'avons pas à nous lamenter avec ceux qui utilisent la force contre les peuples, et qui crient quand des populations opprimées utilisent à leur tour, avec les moyens dont elles disposent, la force pour les faire céder.

La force prime le droit, c'est vrai, et il faut nous en souvenir. Il faut nous souvenir que c'est le seul langage que comprennent ceux qui nous exploitent et qui nous oppriment nous aussi. Et il nous faudra être capables d'y recourir si nous voulons précisément faire respecter nos droits.

Arlette LAGUILLER

## Les aléas des CFR :

## patronat et gouvernement se passent la balle... sur le dos des travailleurs

A quelques mois des prochaines échéances électorales de 1986, le gouvernement voulait sans doute trouver un moyen de se donner l'air de faire quelque chose pour les chômeurs, ou tout du moins une façon de diminuer les chiffres du chômage, à défaut de pouvoir diminuer le nombre de chômeurs.

De son imagination fertile était donc sortie une invention, les CFR (Contrats Formation Reclassement) dont devaient bénéficier tous les licenciés économiques pendant un an. Ces contrats devaient leur ouvrir les portes de centres de formation avant de leur permettre de s'inscrire à l'ANPE et donc d'être comptabilisés comme chômeurs.

Il était prévu que tous les licenciés bénéficiant des CFR devraient être rémunérés à 70 % de leur salaire pendant les six premiers mois et à 60 % les six mois suivants à l'exem-

ple de ce qui se passe déjà dans la sidérurgie et dans les Chantiers Navals.

Ces mesures avaient même été présentées alors comme plus favorables pour les licenciés qui auparavant, depuis 1984, ne touchaient que 60 % de leur salaire. Mais on était loin tout de même des 90 % du salaire antérieur qui était accordé pendant un an aux licenciés économiques en 1974 ! Les gouvernements de l'époque avaient pris cette mesure pour permettre les premières grandes vagues de licenciements sans provoquer de troubles sociaux. Mais au fil des années — en 1979 sous la droite, puis en 1982 et 1984 sous la gauche — les indemnités avaient été fortement réduites.

Les CFR tels que les proposait le gouvernement n'étaient pas une mauvaise affaire pour les patrons. L'Etat devait prendre la moitié de leur finance-

ment à sa charge, l'autre moitié devant être payée par des entreprises, qui en contrepartie devaient bénéficier d'une exonération des charges sociales pendant toute la durée du congé. On avait même parlé de la participation des salariés eux-mêmes au financement de leur propre licenciement par l'abandon de leur indemnité de préavis.

Mais, aux yeux du patronat, cela était encore trop favorable aux travailleurs. Il demanda en plus de tout le reste une nouvelle facilité pour lui, à savoir la suppression de l'autorisation préalable de licenciement. Il exigea de plus que le salarié en congé-formation perde tout lien juridique avec son entreprise et que le système ne soit pas étendu à toutes les branches (et qu'en particulier les petites entreprises en soient exclues).

Devant de telles exigences, les dirigeants des confédéra-

tions syndicales se sont senties obligées de refuser, même ceux qui auraient bien aimé signer, comme Bergeron et Maire.

C'est donc le gouvernement qui va trancher. Le ministre du Travail a annoncé en Conseil des ministres du mercredi 3 juillet qu'il proposerait une loi-cadre fixant les modalités de ces CFR qui ne seraient plus étendus à tous les licenciés économiques mais négociés au niveau des branches professionnelles. Et certains patrons attendent de pouvoir s'engager le plus rapidement possible dans de telles négociations : ceux de l'industrie automobile, ceux du bâtiment, entre autres, qui prévoient de nombreux licenciements dans leur secteur.

En tout cas, ces CFR tels que semble les concevoir le gouvernement ne sont pas pour eux une mauvaise affaire. Cela n'empêche pas le patro-

nat de faire la fine bouche : pourquoi ne pas demander plus, quand il sait que le gouvernement finit toujours par accéder à ses désirs ? Quitte à opérer de temps en temps des reculs stratégiques, comme vient de le faire Gattaz, affirmant sans vergogne qu'il a été mal compris par les syndicats, car, il le jure, il n'aurait jamais vraiment demandé la suppression de l'autorisation préalable de licenciement !

Gouvernement et patrons s'entendent en fait comme larons en foire pour faire payer la crise aux travailleurs et entre autres aux licenciés économiques ballottés de stages de formation en congé de conversion pour se retrouver bien souvent au chômage en fin de course. Et les déclarations de belles intentions des uns et des autres sont tout juste destinées à tenter de dissimuler un peu la réalité. Cela, les travailleurs ont déjà eu maintes occasions de le vérifier.



# « L'affaire Manouchian » aux Dossiers de l'écran

## L'union nationale retrouvée

Les Dossiers de l'écran du mardi 22 juillet présentaient le film de Mosco *Des terroristes à la retraite* qui, depuis plus d'un mois maintenant, alimente bien des polémiques sur les responsabilités de la direction du PCF dans la chute du groupe Manouchian, un groupe de la résistance FTP-MOI (Francs Tireurs et Partisans-Main d'Ouvre Immigrée)

Le film, à propos duquel nous avons déjà publié une critique dans notre numéro du 22 juin, nous présente en première partie des interviews d'hommes simples, modestes qui en 1941, 1942 et 1943 s'étaient engagés dans les groupes armés du PCF. Certains avaient tout juste seize ans à l'époque, et nous les retrouvons aujourd'hui, toujours avec leur accent juif d'Europe centrale, dans leurs ateliers de confection derrière leurs machines à coudre, évoquant les événements qu'ils ont vécus, et comment, avec un armement dérisoire et quelques bombes artisanales ils s'attaquèrent à des soldats allemands quand le PCF leur en donna l'ordre.

Le film a sans doute révélé à bien des téléspectateurs qui l'ignoraient, la part importante prise par les militants immigrés, Juifs, Espagnols, Arméniens... dans les actions armées de la Résistance, surtout à ses débuts.

En juin 1941, après qu'Hitler eut décidé d'attaquer l'URSS, le PCF remit en avant une politique anti-allemande. Il voulut alors montrer qu'il était une force, afin de convaincre les représentants politiques pro-

chaïse, de lui laisser une place dans les institutions de la Résistance dont De Gaulle s'est lui-même proclamé chef.

Seulement, pour se lancer dans la lutte armée, le PCF ne trouva dans un premier temps que des immigrés, des républicains espagnols réfugiés en France qui avaient combattu le franquisme durant la guerre civile, des Juifs qui venaient de perdre leurs proches et qui, la rage au cœur, étaient prêts à se battre, même si certains répugnaient à assassiner des militaires allemands « qui ne leur avaient rien fait » comme le dit l'un des protagonistes.

Dans la seconde partie du film le réalisateur, sans avancer de preuves formelles, donne la parole à des rescapés ou à des proches de Manouchian qui expriment des doutes ou des certitudes quant à la responsabilité du PCF dans l'arrestation de ce réseau. Et c'est bien entendu cette deuxième partie de *Terroristes à la retraite* que le PCF trouve calomnieuse à son égard. Il avait d'ailleurs exigé, et obtenu, de pouvoir faire une déclaration de cinq minutes avant la projection du film à la télévision, pour mettre en garde les téléspectateurs contre la calomnie contenue dans les propos de quelques-uns des interviewés.

Le débat qui a suivi la projection du film fut long et peu intéressant. Mais les représentants du Parti Communiste ont dû se sentir satisfaits d'avoir été blanchis des accusations directement ou implicitement formulées. D'autant que ce quitus leur a été donné par la quasi-totalité des participants au débat, par Christian Pineau, Henri Amoureux et surtout par Chaban-Delmas. Que des gaullistes et un historien de droite donnent ainsi satisfaction au PCF, ce dernier n'en espérait sans doute pas tant, et la joie se lisait sur le visage de Charles Lederman, le représentant du PC, qui opinait aux paroles de Chaban.

L'Union nationale fut donc ressuscitée le temps d'un débat. Ce fut d'ailleurs au nom d'une telle politique qui, sur le petit écran, nous a valu des sourires entendus, des hochements de tête approbateurs, que tombèrent il y a plus de 40 ans des milliers de militants du PC. Parmi eux, les étrangers (puisque c'est autour de leur combat que tournait l'émission) qui se lancèrent dans l'action armée, n'étaient au fond liés en rien à la France. Leurs origines étaient autres : polonaises, espagnoles, roumaines. Et bon nombre se sentaient sans doute sincèrement communistes. Pourtant ils sont morts en suivant fidèlement une direction qui les avait enrôlés au service d'une politique nationaliste. Et ce fut aussi grâce au courage et à la détermination de tels militants que



« L'affiche Rouge » apposée, durant l'occupation allemande, sur les murs de Paris, pour flétrir les terroristes étrangers du groupe Manouchian... (Ph. AFP)

le Parti Communiste put devenir le premier parti national du pays et mettre tout le mouvement ouvrier à la remorque d'une politique qui n'était pas conforme aux intérêts de la classe ouvrière : celle représentée par De Gaulle.

Et aujourd'hui encore, lorsque le PCF se revendique de leur combat, c'est pour bien souligner comment il a su mettre l'énergie de ces milliers de jeunes immigrés au service de ce qu'il appelle la France, c'est-à-dire au service de la

bourgeoisie française, une France qui s'est d'ailleurs empressée de les oublier.

Un tel sens des responsabilités du PCF vis-à-vis des intérêts de la bourgeoisie méritait bien un petit geste d'un de ses représentants patentés : Chaban qui n'est pas un ingrat l'a fait volontiers. Et puis, qui sait, sa carrière n'étant pas finie, cela lui vaudra peut-être quelques voix reconnaissantes lors des prochaines élections au Conseil Régional de l'Aquitaine.

Georges LATTIER

## Hernu-Lacaze : pas d'accord, sauf pour reprendre un canon

Avant de changer de fonction — il quitte son poste de chef d'état-major des armées pour celui de conseiller d'Hernu pour l'Afrique — le général Lacaze a laissé un rapport qui, la presse aidant, a fait quelques petites vagues.

Faisant le bilan pour 1984 et 1985 de l'application de la loi de programmation militaire, Lacaze constate que tout ne va pas pour le mieux. L'armée a dû faire quelques économies, en réduisant ses activités de 5 %, car le matériel nouveau s'est révélé plus coûteux que prévu et les opérations extérieures (Tchad et Liban) ont également coûté cher. Bref, si on continue ainsi sans réévaluer le budget, cela ira mal : il manquera, selon les estimations de Lacaze, 35 milliards ! On sera obligé de se restreindre sur le nombre de missiles nucléaires, de rogner sur les chars (800 au lieu de 1200), de se priver d'avions (320 au lieu de 450, selon des chiffres cités par *Le Point* du 1<sup>er</sup>

juillet). Bref, une austérité à fendre l'âme à l'état-major et à chagriner *Le Figaro* qui se félicitait pourtant jusqu'à présent de la « politique de défense volontariste » du gouvernement.

Les militaires obtiendront-ils la rallonge qu'ils souhaitent ? Difficile à dire, mais après tout, la police vient bien, elle, d'obtenir la sienne la semaine dernière ! En tout cas, les critiques de Lacaze ont eu un premier résultat : Hernu s'est empressé de rassurer. Il s'engage à continuer l'effort de défense qui « permettra la poursuite de la modernisation de nos forces nucléaires et conventionnelles ». On maintiendra tous les programmes prévus.

En août 1981, Bigeard souhaitait qu'Hernu « continue à être séduit par notre armée ». Visiblement, l'idylle se poursuit. Un semblant de reproches, un état-major qui fait la moue et Hernu fond en promesses : on n'est pas plus tendre !

Sylvie MARECHAL

### LA SOUPE EST BONNE ?

Le ministre de la Défense dans l'exercice de ses fonctions fêtait le 30<sup>e</sup> anniversaire du magazine des armées TAM (Terre, Air, Mer). Voilà en tout cas un gâteau que les Russes n'auront pas. Reposez... fourchette ! (Ph. AFP)



## C'est aux contribuables d'allonger le tir

Dans ce semblant de désaccord Lacaze-Hernu, on parle beaucoup de milliards dépensés ou à dépenser, mais par de ceux qui les dépensent. Et pour cause ! Car ceux-là, les contribuables, on ne leur demande pas leur avis.

C'est pourtant à nous que

l'armée a coûté 150 milliards en 1985. C'est nous qui avons dépensé 2,2 milliards pour les expéditions au Tchad et au Liban et c'est nous qui fournirons les 10 à 15 milliards supplémentaires déjà prévus au budget de 1986.

Voilà des « danseuses » qui nous coûtent cher.

## Les affaires avant tout

Une dépêche de l'AFP du 1<sup>er</sup> juillet a annoncé que le ministre des Finances sud-africain était à Paris. Visite discrète, plus discrète que celle de Botha en février dernier, visite « privée » même, paraît-il, mais pour rencontrer les représentants des grandes banques françaises, ce que le gouvernement peut difficilement ignorer !

Et ce d'autant moins que le gouvernement de Pretoria est un excellent partenaire commercial de la France : 35 % de hausse des échanges entre 1983 et 1984, un commerce qui rapporte 4,5 milliards de francs aux patrons français, entre autres aux marchands de canons, *Mirage* et véhicules blindés qui équipent l'armée raciste d'Afrique du Sud.

Des « arguments » sonnants et trébuchants devant lesquels les belles déclarations humanitaires du gouvernement ne pèsent pas lourd.



# Flexibilité de l'emploi : des syndicats plient

Un accord vient d'être discrètement signé dans les Travaux publics entre un certain nombre de syndicats (à l'exception de la CGT) et les patrons de ce secteur, instaurant la flexibilité de l'emploi. Les horaires pourront ainsi varier, selon les besoins, de 32 h à 46 h par semaine, avec des équipes le samedi et le dimanche. Ainsi, la flexibilité entre par la petite porte quoique les organisations syndicales, la plupart poussées par leur base, aient refusé au niveau national, en décembre dernier, de signer l'accord avec le CNPF au terme de huit mois de négociation.

Mais les patrons ont beau avoir fait de ce thème un de leurs chevaux de bataille, criant que s'ils sont obligés de licencier, c'est qu'ils n'ont pas assez de souplesse dans les horaires, cette flexibilité existe déjà bel et bien dans les faits, et cela depuis 1982. En effet, les ordonnances du gouvernement instituant à cette époque la 39<sup>e</sup> heure prévoyaient également toute une série d'aménagements possibles permettant une plus grande « flexibilité » des horaires.

Ainsi, possibilité était donnée aux patrons d'instituer des horaires hebdomadaires sur l'année, tel cet exemple cité par les *Liaisons Sociales* d'avril 1984 : 8 semaines à 35 h en basse saison, 8 semaines à 43 h en haute saison, et les 31 semaines restantes à 39 h. Et ceci, sans qu'aucune autorisation administrative ne soit nécessaire. En même temps, était institué un contingent d'heures supplémentaires libres, c'est-à-dire qu'il n'était plus nécessaire de demander l'autorisation de l'inspecteur du



Quand le bâtiment va pour les patrons cela va moins bien pour les travailleurs.

travail pour dépasser régulièrement l'horaire légal ; les horaires dits souples et individualisés étaient légalisés : le report d'heures perdues pouvait être récupéré d'une semaine sur l'autre sans être payé en heures supplémentaires, les ponts pouvaient être récupérés d'avance, etc.

Autant dire que cela fait des années que les patrons peuvent aménager le temps de travail de leurs salariés selon leurs convenances. Sans compter qu'à travers l'intérim et les embauches à contrat déterminé — dont le gouvernement par décret a fixé la durée maximum à

24 mois, alors que les patrons en demandaient 18 — cela fait belle lurette que les patrons peuvent disposer d'un volant de main-d'œuvre « flexible ». Mais cela ne leur suffit pas, ils en veulent toujours plus, en particulier l'horaire flexible à l'année sans aucune contrainte. D'ailleurs, jusqu'à présent, le gouvernement a toujours accédé à leurs désirs, les devançant même parfois. On ne voit pas pourquoi ils se gêneraient : à moins qu'à trop tirer sur la corde, les travailleurs se fâchent.

Laurence VINON

## Bergeron : salariés à vous de payer !

Bergeron, sans doute fort malheureux de ce que les négociations entre les syndicats et le CNPF viennent de capoter sur les CFR après avoir échoué également sur la flexibilité, vient de faire une offre aux patrons, histoire de leur montrer qu'on peut tout de même s'entendre. Il leur propose, en tant que président de l'UNEDIC, d'augmenter la part salariale de 0,2 % pour financer les allocations de fin de droits des chômeurs, sans toucher aux cotisations patronales. Cette augmentation serait « pour l'immédiat à la charge des salariés », a déclaré Bergeron, laissant entendre que les patrons devraient également payer. Mais déjà, le 1<sup>er</sup> avril 1984, la part salariale avait augmenté de 0,20 % alors que les patrons, criant comme d'habitude avant qu'on ne les touche, avaient refusé de payer et obtenu gain de cause.



« Je propose au patronat 0,2 % qui ne m'appartiennent pas ». (AFP)

Gageons que cette fois-ci, il en sera de même. En tout cas ce n'est ni Bergeron, ni le gouvernement qui risquent de faire pression sur les patrons pour qu'ils mettent la main au porte-monnaie...

## Grippe-sous

La Sécurité sociale et la Fédération de la Mutualité Française avaient décidé de ne plus rembourser le vaccin anti-grippe pour les personnes âgées de plus de 70 ans.

Qu'une grippe aux effets généralement bénins chez un adulte bien portant puisse avoir des effets mortels chez des personnes âgées, personne ne le conteste. Pas plus que personne ne remet en cause l'intérêt du vaccin anti-grippe pour faire face à un tel danger.

Mais l'heure est aux économies : au moment où la Sécurité sociale supprime certains remboursements ou en réduit d'autres, il n'est pas surprenant qu'elle cherche aussi à faire des économies sur le dos des personnes âgées.

Cette mesure a soulevé de nombreuses protestations, à tel point que le ministère des Affaires sociales a finalement décidé de prendre une demi-mesure : les personnes âgées pourront continuer de

se faire vacciner gratuitement contre la grippe, mais à condition d'aller à l'hôpital, c'est-à-dire, outre le déplacement et ce que veut dire l'hôpital pour les personnes âgées, l'obligation de payer la consultation externe (passée, le 1<sup>er</sup> janvier 1985, de 26,90 F à 80 F), alors qu'auparavant tout était gratuit.

La vaccination gratuite coûterait trop cher, nous dit-on, 54 millions, soit une demi-heure des dépenses annuelles de la Sécurité sociale selon *Le Canard Enchaîné*. L'heure serait à la rigueur. Pourtant, le gouvernement vient de décider de dépenser, rien que pour 1986, pour la seule modernisation de la police, vingt fois plus que ce que coûterait cette tâche autrement plus urgente qu'est la vaccination des personnes âgées.

Seulement, il faut croire que la raison (d'Etat) a des raisons budgétaires que le cœur ignore...

## Minitel ne répond plus



Mauroy et Mexandeau au Sicob. Inaugurer, c'est facile ; faire fonctionner, c'est une autre affaire. (AFP)

« Par suite d'encombrements, votre demande ne peut aboutir... ». Jusque là, c'était au téléphone que l'on pouvait entendre cette petite phrase. Depuis quelque temps, c'est aussi ce qui se passe avec le Minitel, cet appareil qui permet d'avoir accès à l'annuaire électronique et à un certain nombre de services comme des informations diffusées par *Le Parisien Libéré* ou *Libération*, l'état des spectacles ou la position de son compte en banque.

Victime du succès du Minitel, grandement encouragé par les PTT qui en assurent la diffusion, le réseau informatique Transpac qui assure le transport des informations a craqué. La multiplication des

appels des particuliers liée à une augmentation des liaisons entre les ordinateurs des entreprises a complètement engorgé le réseau. Au point qu'il s'en est fallu de peu que les sociétés par correspondance, les banques ou les grandes entreprises aient été complètement bloquées.

Les PTT ont donc décidé de supprimer certains services du Minitel et de suspendre la distribution gratuite des appareils au moins jusqu'à la rentrée.

La France est paraît-il le leader mondial de la télématique. Ce sera peut-être aussi le premier pays à être bloqué par une panne générale de son réseau. On n'arrête pas le progrès !



## • SOS - Police

Jeudi 20 juin, en gare de Le Chenay-Gagny, un policier a tiré sur trois jeunes Maghrébins et en a blessé deux. Version officielle des faits : les trois jeunes l'auraient agressé.

Mais il y avait des témoins de l'affaire qui ont contacté, entre autres, SOS Racisme et ont établi une version bien différente.

Le policier, en civil et en dehors de ses heures de service, en état d'ébriété selon certains témoins et, de plus, excité par une première altercation avec trois jeunes Français qui lui avaient échappé, s'en serait pris aux trois jeunes Magh-

rébins en les traitant de « cochons d'Arabes » et en les menaçant de les « descendre ». Un voyageur serait intervenu et aurait reçu des coups de matraque. Voyant cela, les trois jeunes se seraient portés à son secours, auraient fait chuter le policier qui, sortant son revolver, aurait tiré sur eux alors qu'ils s'enfuyaient.

Replacée dans ce contexte, « l'agression » n'a plus du tout le même sens que dans la version policière des événements ! Sur-tout lorsqu'on sait que le seul jeune qui n'avait pas

été blessé et qui est venu par la suite se présenter à la police aurait été passé à tabac, et que le voyageur matraqué, venu déposer à l'IGS, la police des polices, — qui a tout de même décidé d'enquêter — aurait été, lui, placé en garde à vue.

Le bulletin de SOS Racisme du 27 juin relate l'affaire en détail et précise que les familles ont décidé de porter plainte, qu'elles sont prêtes à aller jusqu'au bout de cette affaire, en espérant qu'elle ne sera pas classée comme beaucoup d'autres...

S.M.

## • Belfort : deux poids, deux mesures

Mohamed Hanafi, un jeune Algérien de 15 ans, des « Résidences », un quartier populaire de Belfort, a été blessé par une balle en caoutchouc sous l'omoplate droite le samedi 22 juin.

Cette agression est survenue dans un quartier où les tensions, dues au bruit, au surpeuplement dans les HLM mal insonorisés et qui entraînent inévitablement des conflits, sont permanentes. Sans compter que de très nombreux jeunes sont sans emploi.

Mais cela n'explique pas uniquement le geste qui aurait pu être criminel d'un homme de 35 ans, qui pos-

sède de nombreuses armes à son domicile, un peu déséquilibré, ancien CRS et surtout connu pour ses propos racistes. Car il s'agit bien d'un acte raciste.

Ce fut l'indignation lorsque le jugement a été rendu 48 heures plus tard : un mois de prison ferme ! Or dans la même semaine, le procureur de la République avait demandé à l'encontre de l'entreprise Martin 5000 F d'amende et 15 jours de prison avec sursis seulement pour un accident de travail mortel, dont a été victime un ouvrier algérien, père de famille de 10 enfants, mort au cours d'un

éboulement sur un chantier aux Résidences. Et toujours dans cette même semaine, quatre travailleurs algériens accusés de s'être bagarrés dans un café avaient été condamnés à des peines allant de 15 jours à 6 mois ferme.

Quant à la police, sa seule intervention a consisté à protéger la famille du tireur, matraques en main contre les jeunes du quartier.

Cette semaine, une protestation est organisée au quartier des Résidences, à laquelle bien entendu nous nous associons.

Correspondant LO

## Grève des loyers au foyer Sonacotra de Caudebec-les-Elbeuf

Les résidents du foyer Sonacotra de Caudebec-les-Elbeuf (à majorité africains) sont à 90 % en grève des loyers depuis plus de sept mois. Ils demandent des conditions de logement plus correctes : les murs sont fissurés, des douches ne fonctionnent pas, les draps ne sont pas changés régulièrement, la télé est fréquemment en panne, le bar est souvent fermé... Une chambre exigüe pour un loyer de 600 F, à ce prix, le minimum pourrait être assuré ! D'autre part, les résidents réclament surtout le départ du gérant, parce que, d'après eux, il n'assure pas son service : les permanences ne sont pas tenues régulièrement, le courrier n'est pas toujours distribué à temps, il ne fait pas faire les travaux nécessaires et en plus, il décide à la place des locataires. Pourtant il y a un Comité qui les représente mais il n'en tient absolument pas compte.

Pendant plusieurs mois, la Sonacotra ne s'est pas manifestée. Au mois de mai, elle a envoyé des lettres de menaces. Puis en juin, elle a assigné une quinzaine de grévistes devant le Tribunal d'Instance d'Elbeuf. Ceux-ci ont été condamnés à payer les loyers en retard et à quitter les lieux. Un autre procès est prévu à la mi-juillet avec une quinzaine d'autres grévistes. Suite au résultat du premier procès, les résidents en colère se sont réunis au foyer et ont décidé de prendre en charge la

gestion totale du foyer. Ils sont allés trouver le gérant et après une discussion assez vive, ils lui ont pris les clés des locaux et ils ont condamné l'entrée de son bureau. Bien que le gérant soit allé chercher le commissaire de police d'Elbeuf et un huissier à la rescousse, les grévistes n'ont pas cédé.

Quelques jours après ces événements, la Sonacotra citait les grévistes devant le tribunal des référés de Rouen : l'assignation ayant été mal rédigée, le référé n'a pas abouti, et à l'heure actuelle, les résidents sont toujours maîtres de leur foyer.

Leur mouvement est soutenu par diverses organisations de gauche (à l'exception du Parti Socialiste) et d'extrême-gauche et diverses associations anti-racistes de l'agglomération elbeuvienne.

Les résidents et ces différentes organisations ont organisé un gala de soutien aux résidents en grève à Elbeuf dans un quartier populaire, le samedi 29 juin, qui a été un vrai succès : plusieurs centaines de personnes sont venues malgré une campagne hostile de la presse locale, et se sont retrouvées dans une bonne ambiance aux côtés des résidents autour d'un bon maffé et au son de la musique africaine. Cela a contribué encore à renforcer leur moral.

Correspondant LO

## Mieux que le « train bleu », le train noir et pêche.

Il paraît que la clientèle « chic » aurait tendance à préférer les ailes aux rails et à délaisser la 1<sup>ère</sup> classe de la SNCF pour celle d'Air-Inter.

La SNCF a donc décidé de réagir en lançant sa version hexagonale de l'Orient-Express sur Paris-Strasbourg avec des salons d'honneur réservés en gares de l'Est, de Nancy et de Strasbourg, des voitures-salons et voitures-bars aux fauteuils de cuir et une restauration aux petits oignons. On ne sait pas ce que cela donnera car même si la SNCF a fait appel à un grand « chef » parisien, les plats seront préparés

à l'avance et réchauffés.

Evidemment, il y aurait un moyen de se faire une opinion sur cette cantine ferroviaire du luxe : mais à 250 F le repas, plus de 400 F le billet de 1<sup>ère</sup> avec double supplément, ce n'est quand même pas donné.

Alors un bon conseil à nos lecteurs circulant par exemple sur les lignes de banlieue de Paris-Est : à partir du 1<sup>er</sup> septembre, évitez de confondre les trains de banlieue orange, et les voitures de couleur noir et pêche de ce train de luxe car si le traitement n'y est certes pas le même, le traiteur et l'addition non plus !

## Guy Mauvillain acquitté dix ans après

Ainsi il aura fallu dix ans pour qu'un homme, qui clamait son innocence et avait été condamné à 18 ans de réclusion au terme d'un procès bâclé, soit enfin réjugé et acquitté. Entre les deux, il a dû passer six ans en prison jusqu'en 1981 avant de bénéficier d'une remise d'exécution de peine.

Tout le second procès a mis en évidence que lors du premier procès, on avait tout simplement demandé à Mauvillain de prouver son innocence, faute de quoi il avait été condamné. Ce procès en révision a enfin remis les choses en place en partant du fait pourtant simple que c'est à l'accusation de faire la preuve de la culpabilité. Et là les jurés d'assises ont tranché pour l'innocence, aucune preuve ne leur ayant été fournie.

Guy Mauvillain est maintenant un homme libre, à 66 ans, mais dix ans de sa vie auront été un enfer parce qu'en 1975 il fallait aller vite en besogne, il fallait des coupables pour montrer l'efficacité de la police et de la justice. C'était l'époque où Ponia-towski, alors ministre de l'Intérieur, paraissait dans des « opérations coup-de-poing »

On réhabilite un homme qu'on avait injustement condamné, mais tous ceux qui, à des degrés divers, avaient permis qu'un tel déni de justice puisse se produire peuvent continuer à dormir en paix : on ne juge jamais la justice !

Alain LEMART



L'ex-empereur du Centrafrique, Bokassa, vient d'écrire un livre de mémoires intitulé Ma vérité. Mais toute vérité n'est pas bonne à dire puisque Giscard d'Estaing, s'estimant diffamé, a obtenu de la justice la destruction des 30.000 exemplaires imprimés que l'on voit ici char-

gés dans une benne à ordures.

Quelles révélations contiennent ces livres ? Quelles perles, quels joyaux de la couronne ? Ce sont peut-être des diamants qu'on transforme ainsi en ordures.

(Ph AFP)



# Des militants syndicaux assassinés

Dans le numéro 889 de *Lutte Ouvrière*, le 15 juin, nous avons fait état de l'assassinat en Colombie de plusieurs militants syndicaux appartenant au regroupement politico-syndical « A Luchar ».

L'organisation Amnesty International, dans un rapport d'information, fait le point sur certains de ces assassinats qui ne sont pas isolés et qui visent des militants syndicaux pouvant appartenir à différents courants :

Amnesty International a appris l'assassinat de cinq dirigeants syndicaux dans la région de Medellín (département d'Antioquia). Ces cinq dirigeants, appartenant à différents syndicats, étaient co-organisateurs d'une grève nationale prévue pour le 30 juin 1985, lancée par une coalition de fédérations syndicales et de groupes politiques.

Le 27 mai 1985, Nicolás López Londono, président du syndicat d'une usine de Medellín, aurait été assassiné dans un café. Un porte-parole de la Fédération des travailleurs d'Antioquia, « Federación de Trabajadores de Antioquia » (FEDETA), dont son syndicat est membre, a déclaré que pendant plusieurs semaines avant son assassinat, des hommes non identifiés, en civil, avaient cherché à se renseigner sur ses déplacements et son lieu de résidence.

Le 24 mai 1985, à midi, José León Roldán, dirigeant d'une organisation civique et d'un syndicat de la ville d'Antioquia (Itagüí), aurait été tué par des hommes armés qui passaient en voiture. Roldán était un dirigeant de « Sintramecánicos », syndicat d'ingénieurs mécaniciens, et le représentait auprès du comité de coordination de la coalition syndicale qui organisait la grève nationale appelée « A Luchar » (Luttons).

Trois autres membres de « A Luchar » auraient été tués en avril 1985. Luis Enrique Correa Balbín, ingénieur mécanicien, aurait été appréhendé par des hommes

armés, en civil, le 22 avril sur son lieu de travail à Itagüí. Son corps aurait été retrouvé une semaine plus tard dans un village, dans la région du sud-ouest de Medellín ; il portait, a-t-on dit, des marques de torture. Le jour même où le corps de Correa Balbín était découvert, Guillermo Lugo, 32 ans, aurait été assassiné ; cependant, Amnesty International ne dispose d'aucune information sur ce cas. Quelques jours plus tard, Marta Cecilia Yepes, comptable de 29 ans, a été abattue à la mitraillette, depuis une voiture, près de son domicile à Itagüí.

Tous les cinq seraient connus dans la région de Medellín pour leur participation au groupe de coordination syndical de « A Luchar », la plupart d'entre eux auraient reçu des menaces de mort par téléphone, et s'entendaient conseiller d'abandonner toute activité syndicale.

A l'heure actuelle, la responsabilité de ces meurtres n'a pas encore été clairement établie. Cependant, étant donné que la responsabilité de l'armée a été démontrée dans certaines affaires récentes d'assassinats de dirigeants de l'opposition, Amnesty International a exprimé son inquiétude au gouvernement, lui demandant de prendre les mesures nécessaires vis-à-vis des membres de l'opposition et des dirigeants de syndicats et d'organisations civiques.

D'après Amnesty International de tels faits ne sont ni isolés, ni nouveaux :

« Ces dernières années, en Colombie, un certain nombre de dirigeants syndicaux ont été victimes d'exécutions extrajudiciaires. Il semble que la responsabilité en incombe généralement aux forces militaires et paramilitaires. Ces assassinats ainsi que les arrestations pratiquées à grande échelle ont généralement eu lieu dans le cadre de grèves générales organisées au plan national et régional. Une grève générale organisée en 1981 avait été précédée par la détention d'environ cent cinquante dirigeants syndicaux et par l'assassinat de plusieurs dirigeants qui avaient participé à l'organisation de cette grève. Il s'agissait là des premiers assassinats et exécutions extrajudiciaires attribués par l'armée à « Muerte a Secuestradores », (MAS — Mort aux ravisseurs), un « escadron de la mort » dont on apprend ultérieurement qu'il était constitué de membres des forces armées (voir rapport Amnesty International de 1981). Depuis lors, des dirigeants syndicaux et des dirigeants d'organisations civiques ont été fréquemment la cible d'exécutions extrajudiciaires ; les tribunaux militaires se sont réservé le droit de juger ces cas, refusant d'ouvrir des enquêtes ou d'engager une action pénale contre des membres de la police ou de l'armée susceptibles d'en être les responsables. »

*Amnesty International conclut en recommandant l'envoi de lettres aux autorités de Colombie :*

« Les lettres devront être adressées au président Betancur, au ministre de l'Intérieur et au ministre de la Défense, avec des copies au procureur général, et à la section d'Antioquia du « Comité Permanente de Defensa de los Derechos Humanos ».

— vous inquiétant des informations selon lesquelles cinq syndicalistes auraient été assassinés.

— demandant instamment qu'une enquête impartiale soit menée, que les résultats en soient rendus publics, et que les responsables soient traduits en justice.

— demandant que des mesures soient prises pour garantir la sécurité d'autres dirigeants syndicaux qui ont reçu des menaces de mort en relation avec leurs activités syndicales.

Sr Presidente Belisario Betancur  
Presidente de la República  
Presidencia de la República  
Palacio de Nariño  
Bogotá D.E.  
COLOMBIE

Doctor Jaime Castro  
Ministro de Gobierno  
Ministerio de Gobierno  
Calle 13 No. 8-38 of. 315  
Bogotá D.E.  
COLOMBIE

General Miguel Vega Uribe  
Ministro de Defensa Nacional  
Ministerio de Defensa Nacional  
Avenida El Dorado CAN  
piso 2  
Bogotá D.E.  
COLOMBIE

Doctor Carlos Jimenez Gómez  
Procurador General de la Nación  
Procuraduría general de la Nación  
Ministerio Público  
Bogotá  
COLOMBIE

Quant à la section d'Antioquia de la Commission permanente des droits de l'homme, elle est à l'adresse suivante :

Doctor Héctor Abad Gómez  
Apartado Aéreo 1226  
Medellín  
Antioquia  
COLOMBIE »

## AFRIQUE DU SUD

### La répression continue

Mardi 2 juillet, on a retrouvé près de Port-Elisabeth, en Afrique du Sud, les corps mutilés et carbonisés de deux militants responsables de l'Association des résidents de la cité noire de Cradock. Les corps de deux autres militants, eux aussi portés « disparus » après une réunion du Front démocratique uni (UDF) contre l'Apartheid, avaient déjà été retrouvés vendredi 28 juin.

Répression permanente contre les manifestants et les grévistes, ratissages

dans les cités noires, emprisonnements arbitraires, tortures, assassinats au grand jour ou dans l'ombre : c'est la seule politique dont soient capables les racistes au pouvoir en Afrique du Sud ; tout le reste, mesures « d'assouplissement » de l'Apartheid (mariages mixtes ou assemblées métisses et indienne) n'est qu'hypocrisie.

Mais malgré toute la violence de la répression (on compte plus de 300 morts depuis septembre dernier), les Noirs refusent de se

soumettre. Un rapport officiel, concluant une enquête faite entre autres par des universitaires, vient de confirmer que 37 % des Métis, 40 % des Indiens et 63 % des Noirs ne voyaient comme seule issue que le recours à la violence et le rapport envisage l'éventualité « d'un conflit révolutionnaire ». Une confirmation officielle, s'il en était besoin, que la politique ignoble de Prétoria ne peut qu'exacerber la haine et attiser la révolte.

Sylvie MARECHAL

### Plus longtemps que moi...

Se maintenir pendant plus d'un quart de siècle à la tête de la diplomatie soviétique, tel est l'exploit réalisé par Andreï Gromyko qui vient d'être nommé chef de l'Etat.

Né en 1909, il adhère au PC en 1931 et, profitant de la place libérée par les grandes purges de l'époque, il entre dans la carrière diplomatique en 1939 comme directeur de la section Américaine au ministère des

Affaires étrangères que dirige alors Molotov. Par une ascension sans faille, il survit à la chute de Molotov en 1957 et hérite de son poste de ministre des Affaires étrangères quelques mois plus tard. Un poste qu'il conservera sous Khrouchtchev, Brejnev, Andropov et Tchernenko avant d'être mis au rencard par sa dernière promotion.

Il avait la peau dure et l'échine souple, Gromyko !



# Une dictature sanglante au service de l'impérialisme où les Français ne sont pas les derniers servis

Il y a deux mois un journaliste du *Monde diplomatique* conseillait aux investisseurs français tentés de placer des capitaux en Indonésie « de ne pas prendre pour de la stabilité politique le défaut d'information dû à une moindre couverture par les organes de presse ».

Depuis près d'un an et demi en effet, une vague d'attentats en Indonésie a frappé des objectifs sans ambiguïté : des voitures de police, des dépôts militaires, des propriétés gouvernementales ou des banquiers chinois proches du président Suharto.

Ces attentats n'ont pas été revendiqués mais le régime les attribue à l'opposition islamique.

En exécutant, le 14 mai dernier, le président de la CGT indonésienne, et en condamnant à mort quatre dirigeants du Parti Communiste Indonésien qui attendent d'être exécutés, le régime du président Suharto, né il y a vingt ans dans un bain de sang de plusieurs centaines de milliers de communistes, a montré que, dans ses intentions, il entendait bien garder les masses de paysans et d'ouvriers indonésiens — 160 millions d'habitants — dans un carcan de fer. Ce qui devait rassurer messieurs les capitalistes français tentés de placer leur argent en Indonésie.

## Une dictature féroce...

Officiellement le régime est un régime militaire combiné à une démocratie parlementaire « sous surveillance ».

L'assemblée « consultative » du peuple est composée de membres « choisis » sur des listes en fonction des forces de chaque parti. Mais pour un tiers (300 personnes), c'est le président qui les nomme. Les militaires qui n'ont pas le droit de vote y ont ainsi 75 représentants.

Autant dire que les élections — les dernières ont eu lieu en 1982 — sont symboliques. Le président dictateur y fait tout ce qu'il veut.

Cette pratique avait été dénoncée en 1980 par « le groupe des 50 », un groupe d'anciens partisans de Suharto, des généraux en retraite, des politiciens, des intellectuels. Ces contestataires bien anodins avaient fait circuler une pétition contre le Koptamtib, l'équivalent indonésien des « Escadrons de la Mort ». C'était plus que ne pouvait supporter le président Suharto. Trois ont été arrêtés et les autres isolés.

## Une corruption institutionnalisée...

Après son coup d'Etat de 1965, Suharto a créé « l'Ordre nouveau ». C'était une tentative de rationaliser la corruption traditionnelle en Indonésie. Tout investisseur étranger est tenu depuis de passer par l'intermédiaire d'un agent ou d'un partenaire indonésien, qui a droit à un pourcentage se situant entre 2 et 7% sur des contrats d'un montant



Suharto

supérieur à 50 millions de dollars. Sur des contrats moindres, la commission peut aller jusqu'à 10%. « Madame 10% », c'est d'ailleurs le surnom de la propre femme de Suharto. Les différents généraux qui avaient participé au coup d'Etat s'étaient plus ou moins partagé le gâteau. Depuis, Suharto a écarté ses rivaux. La dernière épuration a eu lieu en mars 1983. La centralisation du système de corruption s'est accrue du fait des difficultés grandissantes auxquelles l'économie indonésienne doit faire face.

## Une économie sous-développée secouée par la crise mondiale

Dans les années 70, le boom pétrolier avait entraîné un afflux de devises qui avait alimenté pour 60% au moins l'économie indonésienne. Cela avait permis un début de mise en place d'une économie agricole visant l'auto-suffisance alimentaire. La baisse du prix du baril de pétrole a entraîné une tendance inverse. Suharto a mis les Indonésiens à la diète. Depuis trois ans, les Indonésiens sont sous le régime de l'austérité, dans un pays où déjà plus de

60% des paysans indonésiens ne doivent vivre qu'avec un demi-hectare de terre, où 40% de la population vit avec 500 F par an. Les deux tiers de la population n'ont pas accès au réseau d'eau potable.

## L'austérité applaudie par les impérialistes

L'IGGI, le Groupe Inter-gouvernemental sur l'Indonésie, qui regroupe les treize pays qui investissent le plus en Indonésie, où l'on trouve... la France ainsi que l'Australie, la Belgique, le Canada, la RFA, l'Italie, le Japon (le plus fort investisseur), les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Suisse, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Indonésie elle-même, avait félicité l'année dernière l'Indonésie de sa politique d'austérité.

La dictature indonésienne a multiplié les facilités pour ouvrir le pays aux investisseurs impérialistes qui viennent y faire de juteux profits.

## Une classe ouvrière surexploitée

Dans une revue destinée aux investisseurs français, *Perspectives indonésiennes*, l'ambassade d'Indonésie à Paris vante les facilités fiscales offertes aux sociétés intéressées et le faible niveau des salaires indonésiens, pouvant varier de 10 F par jour pour un manoeuvre (qu'on peut embaucher à la journée, ce qui évite de lui régler des congés payés) à 3 250 F pour une secrétaire payée au mois. Le salaire le plus

qualifié ne pouvant en aucun cas excéder 5 600 F. Il y a quelques années, on pouvait même embaucher des enfants pour 3 francs par jour.

## L'impérialisme français n'est pas le dernier intéressé...

La France est le deuxième bailleur de fonds de l'Indonésie, le sixième fournisseur (3,4% de la part du marché en 1982, soit 4,6 milliards de francs, notamment grâce à la vente d'Airbus).

De nombreuses entreprises françaises y sont installées depuis des années. Le groupe Total depuis 1967, Renault-Véhicules-Industrie y vend des camions fabriqués sur place depuis une douzaine d'années. Essilor (optique), SPIE-Batignolles (Travaux publics) y ont déjà fait de bonnes affaires. N'y a-t-on pas construit un aéroport à 45 km de la capitale, Djakarta ?

D'autres groupes sont sur les rangs. Thomson-Alcatel, qui entend y vendre des téléphones, Jeumont-Schneider et Alsthom un RER, etc.

Dirigés par des hommes de droite, ou des hommes de gauche, les pays impérialistes ne sont pas regardants. Les travailleurs australiens entendaient moraliser leurs relations avec l'Indonésie quand ils étaient dans l'opposition. Depuis qu'ils sont au gouvernement, se sont payé le luxe d'envoyer une commission parlementaire au Timor oriental où l'Indonésie se maintient depuis dix ans au prix d'une terreur qui a déjà

fait 200 000 morts. Les parlementaires travaillistes ont donné leur quitus à la dictature en trouvant correcte l'occupation indonésienne. Et les relations économiques continuent comme par le passé.

On comprend que *Le Matin* ait pu écrire le 11 juillet 1984 : « Les relations franco-indonésiennes sont au beau fixe. L'Indonésie est, de loin, d'après une déclaration d'Edith Cresson notre « partenaire essentiel » dans le sud-est asiatique ».

## ... par une dictature qui garantit les bonnes affaires

Avec des taux de couverture de 250 à 300%, selon les estimations de la revue *l'Exportation Magazine*, on comprend que l'Indonésie reste, selon *les Echos*, un « bon risque ». Evidemment, le volume des affaires a baissé. Les capitalistes français y sont en concurrence avec les « attaques vicieuses » des capitalistes japonais. « Maintenant, le gâteau est plus petit et nous sommes plus nombreux à vouloir en manger », d'après un responsable français cité par *l'Exportation Magazine*.

Tous ces messieurs-dames souhaitent la tranquillité pour leurs affaires passées, présentes ou à venir. Ils aiment autant que l'armée continue à quadriller le pays, en faisant taire toutes les oppositions.

Jacques FONTENOY



Prisonnier politique (en haut) et atelier RVI (en bas).



## ESPAGNE

# Première grève générale contre la politique d'austérité du gouvernement

Outre-Pyrénées, le gouvernement socialiste fait aussi payer la crise à la classe ouvrière. Le niveau de vie des travailleurs baisse : celui de ceux qui ont encore un emploi, et surtout, bien sûr, celui de tous ceux qui sont au chômage et dont beaucoup ne reçoivent plus aucune indemnisation depuis bien longtemps.

Patronat et gouvernement, la main dans la main, ont multiplié les plans de reconversion avec à chaque fois des milliers, voire des dizaines de milliers de licenciements à la clé, comme ils ont multiplié les attaques contre des acquis.

Cette politique s'est déjà heurtée à des mouvements de colère des travailleurs, notamment à Sagonte, près de Valence, et au Pays basque. Et il y a deux semaines maintenant, le 20 juin, ce sont des centaines de milliers de travail-

leurs qui ont répondu à l'appel à la grève générale d'une journée organisée par les Commissions Ouvrières.

La grève générale, organisée par les Commissions Ouvrières (C.C.O.O.), suivies par l'USO, la CNT et les syndicats galiciens et basques, a été plus largement suivie qu'on ne pouvait s'y attendre vu l'objectif limité de l'appel. Car presque quatre millions de travailleurs ont fait grève ce 20 juin. « L'arrêt général » (les syndicats ont changé le mot de grève par celui d'arrêt au dernier moment) a paralysé totalement les principales industries du pays : chantiers navals, sidérurgie, automobile, bâtiment, etc. Au Pays basque, tout s'est arrêté : usines, commerces, marchés et transports. De même à Madrid et à Barcelone. Dans les Asturies et l'Andalousie, la grève a provoqué de violents affrontements avec les

forces de police, notamment à Gijon et Malaga, à Barcelone et dans les quartiers ouvriers de Madrid. Dans les grandes villes, les transports en commun n'ont commencé à fonctionner à 50 ou 75% que l'après-midi et grâce à l'intervention massive de la police et aux menaces du gouvernement qui avait mobilisé presque tous les travailleurs de ce secteur par un décret qu'il avait eu le culot d'appeler de « services minimaux ». Cela a obligé les piquets de grève à intervenir et à faire face aux forces de police. Il y a eu de nombreux blessés de part et d'autre et environ 130 arrestations.

Mais ni l'opposition de l'UGT, le syndicat dépendant du PSOE, ni les décrets de réquisition du gouvernement et toute la propagande contre la grève faite par les journaux et la télévision n'ont pu empêcher que des millions de travailleurs saisissent cette

occasion pour montrer leur opposition à la politique de rigueur du gouvernement socialiste. Les syndicats appelaient à faire grève contre le projet gouvernemental de réduire les pensions de retraite. Mais des centaines de milliers de chômeurs, des centaines de milliers de travailleurs, jeunes et âgés, en activité ou au chômage, ont montré que leur protestation n'allait pas seulement contre la diminution des pensions, mais contre l'ensemble de la politique gouvernementale.

Les ministres socialistes et Felipe Gonzalès

lui-même ont affirmé qu'ils ne céderaient pas aux « menaces et aux pressions de la rue ». On verra bien. Car ce succès relatif, mais succès quand même, aura redonné confiance aux travailleurs dans leur capacité d'entrer en lutte malgré toutes les difficultés et les menaces découlant de la crise économique. Reste maintenant à attendre la suite que cette action peut avoir : pour que les travailleurs reprennent totalement confiance en leurs forces, il faudra que cette grève ne reste pas sans lendemain.

Gabriel CATALA

## Par ici la sortie

Le ministre des Affaires étrangères espagnol vient d'être démis de ses fonctions brutalement.

Vu le précédent Gromyko, on était en droit de s'attendre pour le ministre espagnol à une brillante promotion. Mais comment devenir

président de la République en Espagne alors qu'un roi est déjà en place ?

Le ministre espagnol est donc sorti de l'arène. Il a encore eu de la chance qu'on lui ait laissé la queue et les oreilles. Olé.

A.V.

## GRANDE-BRETAGNE

# Le coup de filet contre l'IRA : Thatcher veut redorer son blason

## THATCHER VEUT REDORER SON BLASON

« L'ennemi public n° 1 capturé », « l'IRA définitivement démantelée en Grande-Bretagne ». La police britannique et le gouvernement Thatcher n'ont ménagé ni les superlatifs ni les communiqués de victoire pour couronner la spectaculaire opération policière qui s'est déroulée dans tout le pays au cours des dix derniers jours de juin.

Un « coup d'éclat » qui tombe vraiment trop à pic pour faire très véridique. Comme par hasard, au moment où, après le train de mesures d'austérité sur les prestations sociales annoncées début juin, les sondages marquent un net fléchissement au détriment des conservateurs au pouvoir : 40 % d'intentions de vote pour les travaillistes contre seulement 32 % pour le parti de Mme Thatcher. Comme par hasard, aussi, après qu'une série de scandales a éclaboussé la Special Branch — espèce de compromis britannique entre les Renseignements généraux et l'Anti-gang —, concernant en particulier son comportement vis-à-vis d'opposants politiques : on accuse même ces

messieurs d'avoir été responsables de la mort d'une personnalité pacifiste à la suite d'une visite domiciliaire — et illégale — qui aurait mal tourné. Sans parler de la violence policière qui a marqué la grève des mineurs, et dont bon nombre de gens se souviennent avec révolte. Sans parler non plus de la claqué électorale qu'a infligée le Sinn Féin, l'organisation politique légale liée à l'IRA, en raflant 40 % des voix catholiques et 59 sièges lors des élections locales en Irlande du Nord en mai.

Et bien sûr, le problème pour Thatcher, c'est qu'il est difficile de se trouver chaque année une petite guerre des Malouines pour pouvoir, au passage, redorer son blason d'un bon coup de démagogie nationaliste. Alors, faute de mieux, il semble bien que ce soit sur la crainte que pourrait susciter la menace du terrorisme, et sur les préjugés anti-irlandais toujours vivaces dans certaines couches de la population, y compris dans la classe ouvrière, que le régime compte pour redresser un peu la barre.

## UNE MISE EN SCÈNE...

Mais pour arriver à ce but, le moins qu'on puisse dire, c'est

que les stratégies policiers de Thatcher n'ont pas fait dans la dentelle.

Il est vrai qu'ils ont affirmé avoir découvert une bombe dans un hôtel proche du palais royal de Londres — enfin une vraie bombe après tant de paquets anodins et d'innocentes voitures traitées à tort à l'explosif par les artificiers de sa majesté ! Mais à partir de là, ils ont monté un authentique roman policier, avec toutes les invraisemblances caractéristiques des plus mauvais ouvrages du genre.

D'abord ils ont annoncé la découverte d'un plan de l'IRA, décrit noir sur blanc dans un mystérieux document trouvé dans un appartement écossais, qui visait rien moins qu'à semer la terreur dans douze stations balnéaires parmi les plus importantes et les plus populaires du pays. La théorie officielle était alors que l'IRA aurait enseveli dans le sable des plages des bombes destinées à exploser à la fin juillet. Après que plusieurs centaines de policiers eurent envahi les plages de Brighton et de Torquay pour ne trouver que des boîtes de conserves, la théorie officielle devint que les bombes devaient certainement avoir été dissimulées dans des

hôtels, comme à Londres. Du coup, pendant deux jours, le centre ville de Great Yarmouth a été placé en état de siège, tandis que, quelques jours plus tard, un quartier de Glasgow — pourtant pas sur la liste — était évacué après la découverte d'une cave contenant quelques pistolets...

Tout ce cinéma à grand spectacle a fait la Une de la presse et l'exclusivité des journaux télévisés pendant plus de dix jours. Et tout ça pour quoi ? Pour qu'un haut fonctionnaire de la police finisse par déclarer, le 2 juillet, que finalement il n'y avait sans doute rien à trouver, que, de toute façon, on avait bien le temps, et que les recherches étaient désormais inutiles !

## ... POUR DÉSIGNER DES BOUCS EMISSAIRES

Seulement les conséquences sont là. Car pendant tout ce temps, la publicité donnée à « l'affaire » a servi de prétexte à des tracasseries policières systématiques dans certaines quartiers populaires des grandes villes, là où les populations d'origine irlandaise sont nombreuses, et surtout à l'arrestation et à la détention au secret de plusieurs dizaines de personnes en vertu de la « loi anti-

terroristes ». Et aujourd'hui, seize des personnes arrêtées sont inculpées pour complicité de meurtre, parmi lesquelles deux seraient des responsables connus de l'IRA — selon la police en tout cas —, mais d'autres, semble-t-il, simplement pour avoir hébergé des militants de l'IRA.

Chercher à détourner le mécontentement en désignant du doigt des boucs émissaires, en jouant sur les préjugés xénophobes, n'est certes pas une tactique nouvelle, surtout dans une période de crise. Et ce n'est pas propre à la Grande-Bretagne. Mais c'est une tactique qui, à la longue, peut coûter cher aux travailleurs. D'abord dans la mesure où elle permet à la bourgeoisie de faire mieux « passer » des mesures anti-ouvrières, ensuite et surtout parce qu'elle en revient toujours à attiser le chauvinisme, la xénophobie et le racisme, sinon comme une solution aux difficultés du moment, au moins comme un moyen de s'en protéger ou de s'en venger. Margaret Thatcher fait mine de condamner avec de grands élan moralisateurs les exactions des fans du football anglais, elle fait bien pire, et à quelle échelle !

François ROULEAU



# La droite colonialiste embauche des hommes de main parmi les chômeurs.

Le journal *Le Monde* du 20 juin a cité plusieurs témoignages montrant comment le parti des colons, le RPCR, et le gouvernement territorial recrutent depuis quelques mois une milice particulière destinée à lutter contre les indépendantistes.

C'est dans les quartiers pauvres de la capitale, parmi les chômeurs, et essentiellement les chômeurs d'origine wallisienne, que le gouvernement provisoire recrute ses troupes. La couverture officielle pour l'opération, le gouvernement provisoire se l'est donnée lui-même lorsqu'il a fait voter par l'Assemblée territoriale un plan destiné en principe à lutter contre le chômage. C'est avec l'argent destiné à ce plan social que l'on a embauché des chômeurs pour des emplois pour le moins spéciaux : les uns ont été embauchés directement au service du gouvernement territorial en guise de service d'ordre, d'autres embauchés pour être envoyés dans des fermes de colons dans des régions considérées comme menacées, d'autres enfin ont été recrutés sur place sans autre travail précis que d'attendre qu'on ait besoin d'eux pour un coup de main, de matraque ou de feu.

C'est le 30 avril dernier que l'existence d'un service d'ordre particulier du gouvernement territorial était apparue pour la première fois : ayant décidé de tenir une réunion du gouvernement dans l'île de Maré, le gouvernement provisoire y avait envoyé à l'avance 37 de ces nouveaux miliciens, la plupart wallisiens, sous les ordres du chef du service d'ordre du RPCR, un dénommé Morini. Les indépendantistes avaient alors encerclé la troupe, qui ne fut libérée qu'après plusieurs heures de séquestration, et ramenée à Nouméa par le soin des avions militaires.

Car bien entendu, si cette milice est à la limite de la légalité, étant au service des colons, en cas de difficulté elle ne peut que bénéficier de l'appui des forces de répressions légales.

Lors des ratonnades organisées par les anti-indépendantistes le 8 mai dernier à Nouméa, la presse avait souligné la présence de nombreux Wallisiens parmi ceux qui, armés de matraques, faisaient la chasse aux Kanaks, dans les rues de la capitale. *Le Monde* du week-end dernier raconte comment une dizaine de Wallisiens d'une banlieue pauvre de Nouméa avait été recrutée à cet effet. Ils avaient été embauchés pour un mois à compter du 1<sup>er</sup> mai. « La première semaine, personne n'est venu nous chercher », explique au journaliste du *Monde* l'un d'eux. « Mais on nous a dit de nous tenir prêts pour le 8 mai. » Et au petit matin du 8 mai, un minibus faisait la tournée des quartiers wallisiens pour ramener

ces recrues vers le centre de Nouméa, où ils retrouveront à nouveau le sieur Morini, grand meneur de la contre-manifestation anti-indépendantiste. Ils auraient été ainsi une cinquantaine embauchés un mois pour cette seule journée de « travail » du 8 mai, pour un salaire, il est vrai, d'à peine 3 000 francs par mois, ce qui est cependant beaucoup pour un chômeur en Nouvelle-Calédonie, et déclarés à la Sécurité sociale de surcroît !

A la mi-mai, dans la propriété Lallut, une propriété coloniale à Ponerihouen, l'on avait vu apparaître treize ouvriers agricoles embauchés eux aussi dans le cadre du plan anti-chômage. Les chômeurs kanaks du village avaient alors encerclé la propriété pour protester contre le fait qu'on ne les ait pas embauchés, eux. Et l'on eut vite fait de s'apercevoir que les nouveaux ouvriers agricoles venus de Nouméa faisaient plus de culture physique que de culture tout court, et étaient là en tant que gardiens. Après les affrontements qui s'ensuivirent, ils durent cependant être retirés.

Aujourd'hui, rapporte toujours *Le Monde*, plusieurs dizaines de Wallisiens sont toujours, grâce au plan anti-chômage, embauchés à divers travaux, notamment des travaux de débroussaillages, sur des terrains publics ou des propriétés privées, faisant « quatre heures de travail effectif, le reste étant consacré au sport dans un gymnase... et dans une annexe du restaurant de M. Morini ».

Quant au Morini en question, à la fois chef du service d'ordre du RPCR et de la sécurité du gouvernement territorial, rappelons qu'il avait été inculpé au début du mois pour complicité dans une tentative de vol de documents : il s'agissait d'une perquisition effectuée au domicile du fondateur de l'Union Calédonienne par des anti-indépendantistes à la recherche d'un fichier de militants du FLNKS. Le RPCR, ainsi que Dick Ukeiwe, le président du gouvernement territorial, avaient aussitôt vivement protesté contre une accusation qui salissait un de leurs amis, et Morini était resté en liberté. (*Le Monde* du 14 juin).

Il est vrai que le restaurateur Morini n'est somme toute qu'un subalterne lui-même puisque, toujours d'après *Le Monde* du 30 juin, il travaille sous les ordres d'un colonel en retraite, ancien officier du SDECE (Service d'espionnage et contre-espionnage français) qui fut notamment instructeur du centre d'entraînement parachutiste des services spéciaux avant de finir sa carrière aux services de renseignements du Haut commissariat de Polynésie française. Un spécialiste des colonies, donc, et intouchable évidemment.

On le voit, si depuis l'arrivée à Nouméa du remplaçant de Pisani, l'ex-diplomate Wibeau, qui a, lui, l'air de plaire à la droite coloniale, la situation semble relativement calme en Nouvelle-Calédonie, les milieux colonialistes, eux, ne chôment pas. Ils se préparent, sous la couverture même du gouvernement territorial, aux futurs affrontements en préparant des troupes de supplétifs.

Certes, les milieux colonialistes savent fort bien que ce ne peut être une milice de quelques dizaines, voire quelques centaines de supplétifs qui pourrait leur permettre de maintenir le peuple kanak sous leur domination et d'empêcher une éventuelle accession à l'indépendance. Là n'est pas leur but. Mais ils savent qu'il leur suffit, à eux, de provoquer, grâce à une poignée d'hommes de main, des affrontements avec la population kanake pour que la gendarmerie, l'armée française prennent leur parti, et que le gouvernement, une fois de plus, leur cède et entreprenne lui-même la répression contre les Kanaks. Cela s'était déjà vu en février dernier, après que l'extrême-droite caldoche eut provoqué des affrontements à Thio : la gendarmerie les avait laissés faire puis était intervenue de leur côté. Et le fait que les quatre dirigeants d'extrême-droite qui avaient fait l'objet d'un arrêté d'expulsion aient pu rester tranquilles en Nouvelle-Calédonie, à la barbe de Pisani et qu'aujourd'hui avec la fin de l'état de siège, ils soient rentrés chez eux tranquilles est tout un symbole. On en a eu une nouvelle preuve plus récemment, lors des ratonnades de Nouméa, le 8 mai dernier : la gendarmerie a laissé faire, quand elle n'a pas poursuivi elle-même les indépendantistes, puisque c'était la manifestation indépendan-



A Ponerihouen, des militants du FLNKS ont capturé, le 20 mai, des hommes de main Wallisiens et ont confisqué et détruit leurs armes. (AFP)

tiste qui était interdite, pas la ratonnade.

Alors, la droite colonialiste continue dans la même voie, ses supplétifs n'ayant pour seule utilité que de lui permettre, le cas échéant, de

mettre le gouvernement de Paris devant le fait accompli en enclenchant, eux, des opérations de répression contre les Kanaks dont la gendarmerie officielle n'aura plus qu'à prendre le relais.

Olivier BELIN



Lors d'une manifestation de soutien au capitaine Saffray, rapatrié en France par le gouvernement. (AFP)



Les expulsés d'extrême-droite ? Mais ils sont toujours là. (Ph. AFP)



## Un juge et un policier suspects de manque de fidélité à l'ordre colonial

Deux faits viennent coup sur coup de montrer quel type de difficultés le maintien de l'ordre colonial aux Antilles peut poser au gouvernement français au sein même de son propre appareil d'Etat.

Le 18 juin, un conseil de discipline de la police nationale a demandé la révocation d'un inspecteur principal d'origine guadeloupéenne en poste à Pointe-à-Pitre depuis huit ans, après plusieurs années de bons et loyaux services dans la région parisienne. La raison en est que, lors de l'arrestation en novembre dernier des deux militants indépendantistes Luc Reinette et Henry Amédien, on

avait trouvé parmi leurs armes une arme personnelle de l'inspecteur. Celui-ci avait alors affirmé que l'arme lui avait été volée dans sa voiture. Mais le doute a visiblement subsisté chez les enquêteurs. En tout cas le seul fait que l'on en vient à révoquer un inspecteur principal de police (jusque là considéré comme un policier modèle) par crainte qu'il ait trop de sympathie pour le mouvement indépendantiste est révélateur. Révélateur (même si pour l'instant on n'en est pas là) de ce que dans un pays soumis à l'oppression coloniale les autorités chargées d'imposer cette oppression marchent sur un terrain qui peut devenir

miné même au sein de la police.

Le 26 juin, toujours à Pointe-à-Pitre, un jeune juge d'instruction, en poste en Guadeloupe depuis quelques mois seulement, était victime d'une tentative d'assassinat. Surnommé par la presse colonialiste le « juge rouge », le juge Tchalian avait fait l'objet de multiples menaces, alors que par ailleurs il était en butte aux remontrances et menaces de sanctions de ses supérieurs. Pourtant ce jeune juge n'avait rien fait de bien révolutionnaire, n'avait même pas de sympathies particulières pour les indépendantistes : chargé d'instruire une

affaire d'attentat manqué à la Marina de Pointe-à-Pitre, il avait lui-même inculpé Luc Reinette et un autre militant indépendantiste. Mais il avait, aux yeux des possédants et des fanatiques de l'ordre colonial, commis le crime de faire incarcérer trois notables de l'île, dont un ancien conseiller général, pour une affaire de fraude et de corruption. Emprisonner des notables, cela ne se fait pas (même en métropole d'ailleurs); et, là, le crime était d'autant plus grave aux yeux de la droite coloniale que le juge avait refusé d'emprisonner deux jeunes travailleurs antillais que la police soupçonnait sans preuve d'être des ter-

roristes. Aux yeux du juge lui-même, la tentative d'assassinat dont il vient d'être l'objet est la conséquence de la campagne de presse qui a été menée contre lui, et les responsables sont à chercher du côté de ceux qui lui reprochaient de ne pas respecter les privilèges.

Des policiers auxquels on n'est plus sûr de pouvoir se fier entièrement dès lors qu'ils sont issus de la population même du pays, un juge qui devient gênant par le seul fait qu'il refuse d'être corrompu, voilà bien des symboles de ce qu'est la réalité d'un ordre colonial.

### HAITI

## Quand on retire tout à un peuple

« Evidemment, il n'y a pratiquement plus personne à torturer. Le père de l'actuel président avait passé le bulldozer. Ceux qui restent sont des miraculés. C'est la paix des tombeaux », déclarait récemment le président de la Ligue haïtienne des droits de l'homme (cité par Le Monde du 26 juin 1984) pour commenter les déclarations officielles du gouvernement Duvalier prétendant qu'il n'y avait « ni torture, ni prisonnier politique en Haïti ».

En réalité si, en avril dernier, le dictateur actuel Jean-Claude Duvalier (qui a pris le relais, en tant que « président à vie », de son père en 1971) a annoncé une « amnistie générale », a autorisé certains partis d'opposition et promis l'organisation d'élections en 1987, cette promesse de démocratisation n'a pas de quoi créer la moindre illusion.

D'autant que ce n'est pas la première fois que le dictateur annonce une démocratisation de son régime. Ainsi au début des années 1980 un « processus démocratique » était prétendument engagé, avec l'organisation d'élections législatives en 1984. L'opposition dénonça « cette farce à usage interne organisée sous la pression des Etats-Unis » et boycotta les élections; et le parti gouvernemental, modestement appelé « Conseil National d'Action Jean-Claudiste », était seul en lice. Mais cette mascarade avait suffi à contenter le grand ami du nord dont le secrétaire d'Etat George Shultz saluait à Haïti « un effort concerté et significatif pour améliorer la situation des droits de l'homme, en appliquant des réformes politiques essentielles au

développement de la démocratie ».

Il fallait parler vite : on était en février 1984 lorsque le secrétaire d'Etat américain se réjouissait ainsi du progrès des « droits de l'homme ». Trois mois plus tard, en mai 1984, le gouvernement haïtien réprimait durement des émeutes de la faim dans le nord du pays. Les journaux d'opposition furent interdits et le directeur de l'un d'eux fut arrêté et torturé — rapporte la revue Inprecor du 22 octobre 1984 — pour avoir publié un reportage sur les émeutes.

Car, promesses de démocratisation ou pas, les « tontons-macoutes », ces hommes de main du régime, et l'armée dont les « léopards » ont été entraînés par des militaires américains de retour du Vietnam, sont toujours là.

D'après Le Monde diplomatique d'août 1982, 40 % des fonds publics allaient aux forces de répression, et ce chiffre n'a pas dû beaucoup changer depuis. Sans parler des prélèvements directs effectués par ces forces de répression sur la population : chez les « tontons-macoutes », seuls les chefs touchent un salaire; les autres (ils sont 40 000 environ) se payent sur la population.

C'est ce visage trop ouvertement corrompu de la dictature haïtienne que le gouvernement nord-américain voudrait bien voir un peu atténué ou au moins caché : car il peut craindre que la férocité de la dictature Duvalier ne finisse par susciter des révoltes mettant en danger les intérêts américains dans le pays. C'est en tout cas la crainte qu'exprimait un ancien ministre du dictateur précédent (Duvalier



Cases dans le centre de l'île.

père), de Ronceray, passé dans l'opposition au régime et actuellement fonctionnaire de l'UNESCO, qui déclarait récemment (cité par Le Monde du 26 juin) : « Le volcan est sur le point d'exploser. Quand vous enlevez tout à un peuple, c'est inévitable ».

Mais même s'ils voulaient voir le régime s'assouplir un peu par crainte que la dictature, faisant l'unanimité contre elle, ne provoque des explosions sociales, les USA n'ont, semble-t-il, pour l'instant pas d'autre carte à jouer à Haïti que le soutien à Duvalier. Car comme la famille Duvalier, les trusts américains tiennent bien à « tout enlever au peuple haïtien ».

Dans le domaine agricole d'abord. Ainsi le journal Inprecor du 22 octobre 1984 cite un rapport de l'administration Reagan qui écrivait : « Il faudra graduellement, mais systématiquement, retirer 400 000 hectares (soit

30 % environ) des terres actuellement cultivées en maïs, petit mil, sorgho, etc. Ces terres doivent être retirées de la production vivrière, afin d'opérer une réhabilitation de la terre et une stratégie de la plantation d'arbres et de denrées pour l'exportation (cacao, mangues, bananes, avocats...). C'est dans cette production que résident les avantages naturels d'Haïti ».

Et l'intérêt des Etats-Unis pour Haïti n'est pas seulement agricole : deux cents sociétés américaines ont été installées dans le pays; Haïti est le second producteur mondial de soutiens-gorge, fabrique des chaussures, des gadgets électroniques, des cassettes... Il est même devenu le premier producteur mondial de balles de base-ball dont la consommation n'est visiblement pas haïtienne, on s'en doute ! Car, pour les trusts américains, Haïti a l'énorme avantage de fournir une

main-d'œuvre extrêmement bon marché, et rendue de plus en plus abondante par l'émigration vers la ville d'une population expulsée des campagnes par la misère et le développement des cultures d'exportation. Haïti bénéficie de « la dextérité et du savoir-faire d'une main-d'œuvre disciplinée disponible à un coût réel bien en-deçà de sa productivité », se vantait en février, il y a un an, le ministre haïtien de l'économie; à quoi le rapport de l'administration américaine déjà cité répondait, comme en écho, qu'on pouvait espérer « réalisables les perspectives de faire d'Haïti le « Taiwan de la Caraïbe ».

C'est pourquoi, même si les Etats-Unis aimeraient bien rénover un peu la façade de la dictature haïtienne, ils continuent néanmoins à lui apporter leur soutien indéfectible.

Michel BROUSSE



## • Saint-Brieuc :

### Les deux infirmières ont été relaxées

Une de nos lectrices de la région de Saint-Brieuc a fait le point sur un problème qui a opposé deux infirmières du secteur psychiatrique du CHRU de Brest à la direction de l'hôpital.

Les faits à l'origine de cette affaire remontant à 1980.

« Le 24 juin 1985, la décision de relaxe prononcée par la cour d'appel de Rennes, met un terme à « l'affaire de Bohars ». Je vous rappelle rapidement les faits.

Le 7 mai 1980, un incendie se déclara dans un service du secteur psychiatrique du CHRU de Brest. Le feu a pris dans la chambre d'isolement où se trouvait un jeune malade de 20 ans. Celui-ci avait été placé en isolement par les deux infirmières de nuit, pour le protéger de lui-même et des autres malades, au cours d'une crise d'agitation dont il était coutumier ; c'était devenu « une habitude » dans le service, pratiquée et reconnue par tous, du médecin-chef à l'agent des services hospitaliers. Il se calmait ainsi et s'endormait. Personne ne le fouillait parce qu'il était connu sans tendances ni pyromanes, ni suicidaires, et le fouiller si fréquemment aurait beaucoup nui à son évolution.

Mais voilà, après l'avoir extrait vivant de la chambre et mis dans la salle de bains un peu plus loin en attendant d'évacuer les autres malades, l'infirmier de jour voudra venir le récupérer. Les fumées toxiques qui se dégagent de la combustion des matériaux rendront impossible cette manœuvre.

Et le jeune homme mourra intoxiqué en attendant les pompiers. Il avait un briquet dans la poche gauche de son pantalon.

Le directeur général convoque sans attendre les deux infirmières de nuit pour leur dire qu'elles sont coupables d'une faute grave : elles ont placé le malade en « chambre bleue » sans l'avoir fouillé, malgré les consignes. Il avait un briquet et a mis le feu. Il leur propose de démissionner, puis de les réintégrer... comme aides-soignantes et l'affaire serait finie. Elle refuse après 48 h de réflexion et de discussions avec le personnel et les syndicats. Elles sont alors suspendues sans salaire en attendant le conseil de discipline qui doit les virer. Le jour du conseil de discipline, 500 manifestants dont de nombreuses délégations des hôpitaux de la région sont sur place au CHR pour poser les questions de la responsabilité collective, de l'absence de consignes écrites, de la non-conformité des matériaux, du rôle du personnel, simple exécutant dans la réussite, mais coupable de l'échec... Le conseil de discipline vote la réintégration dans leurs fonctions des deux agents avec sursis — à statuer jusqu'à l'aboutissement de l'enquête judi-

ciaire en cours au grand dam de la direction pour qui la révocation ne faisait pas de doute.

En février 1985, c'est la condamnation à titre personnel des deux infirmières : six mois de prison avec sursis et 109 000 F de dommages et intérêts, plus les dépenses et frais de justice.

Notre lectrice raconte comment, à la suite de cette condamnation, s'est formé un comité de soutien pour informer les autres hôpitaux, demander leur soutien, collecter des fonds. Le jour du procès, il y eut 200 manifestants à Rennes.

Notre lectrice conclut : « Les 200 manifestants ont pesé dans la balance pour obtenir la relaxe. Personne ne s'y est trompé et surtout pas le personnel qui a compris que c'est par la bagarre, en construisant le rapport de forces que l'on peut encore gagner sur quelques points aujourd'hui. C'est une leçon d'autant plus importante qu'à l'hôpital, la nouvelle de la victoire a fait un drôle d'effet : depuis le temps que nous n'avions plus que des défaites et des pertes d'acquis, cette victoire après une bagarre peut être un coup d'arrêt à une série de reculs. Le débat est engagé ».

C.J. (Brest)

## • Intérimaires

Une intérimaire de la région de Toulouse nous décrit certains aspects des problèmes que vivent de nombreux travailleurs et travailleuses qui ne trouvent pas d'emplois fixes.

« En tant qu'intérimaire le plus souvent au chômage, je vous écris pour témoigner de mon cas qui, hélas, est loin d'être une exception.

La plupart du temps, les boulots qu'on trouve dans les agences d'intérim ne dépassent pas la semaine, et même il arrive de ne travailler qu'un jour, voire... trois heures.

Cette situation est imposée aux milliers d'intérimaires et ni les Assedic, ni la CAF ne la prennent en compte.

En effet, au niveau des Assedic, si l'on travaille moins d'une semaine, l'indemnisation est suspendue pour la durée du travail plus une période de quatre jours.

Ce qui fait que le plus souvent, ce que l'on gagne est largement inférieur à ce que l'on perd.

Pour ce qui est des allocations-logement, j'ai droit à environ 1 000 F en tant que chômeuse non

indemnisée. Mais si je travaille le mois entier ou trois heures ou une semaine, je passe dans la catégorie des travailleurs et je ne perçois plus qu'environ 300 F par mois.

Par exemple, j'ai travaillé trois mois à deux heures par jour à faire des ménages pour un salaire total d'environ 3 000 F. Et là, la CAF me demande de rembourser plus de 2 000 F de soi-disant « trop-perçu ».

Bénéfice : salaire pour trois mois : 1 000 F. Conclusion : j'ai travaillé pour payer la CAF.

Cette situation qui existe depuis longtemps ne fait que s'empirer et le gouvernement ne fait rien... une fois de plus.

Il préfère donner l'argent à l'armée et au patronat. Il est vrai que les sous-marins atomiques et les petits cocktails coûtent très cher...

Une intérimaire de Toulouse

## • Calculer l'âge et l'idéologie du capitaine

Un de nos lecteurs de Tarbes a relevé les termes et l'esprit d'un sujet d'examen sur lequel ont dû plancher les candidats de CAP d'électro-mécanicien de l'Académie de Toulouse.

« Il y a certainement eu dans l'Académie de Toulouse quelques candidats au CAP d'électro-mécanicien qui se sont interrogés sur la situation de leur sujet de mathématiques... Le problème proposé se résumait ainsi :

1<sup>ère</sup> partie : étudier la graphique de l'énergie produite par EDF de 1973 à 1983 d'une part, et celui des effectifs d'agents de cette même société pendant la même période d'autre part. (évidemment... la première

courbe monte plus vite que la deuxième !)

2<sup>e</sup> partie : Calculer en millions de kWh l'énergie moyenne produite par agent suivant les années et en tracer le graphique (comme après calcul, ça passe de 1,59 kWh en 73 à 2,09 kWh en 83... ça grimpe !)

Comme quoi Chevènement peut se frotter les mains, la bonne logique imprègne l'éducation nationale jusque dans les sujets d'examens ! »

P.A. (TARBES)

## L'environnement, c'est super !

Non Huguette Bouchardeau n'est pas en train de préparer sa reconversion post-ministérielle. Mais elle a effectivement distribué le 1<sup>er</sup> juillet de l'essence sans plomb dans une station service aux automobilistes étrangers qui possèdent déjà des voitures à pots catalytiques.

On s'ennuie tellement au ministère de l'Environnement que Mme la ministre en arrive à voler le travail des pauvres pompistes.

(Ph. AFP)



## On n'est jamais si bien servi...

Depuis juillet 1984, un certain Patrick Bocard travaille comme attaché de presse au ministère des Affaires Sociales. Mais, d'après le *Canard Enchaîné*, ce n'est qu'en janvier dernier qu'il a été officiellement embauché. Entre temps, pendant 6 mois, il a été indemnisé comme chômeur par les ASSÉDIC au taux de 12 000 F par mois au lieu d'être payé par le ministère.

Au ministère des Affaires Sociales, on fait la chasse aux « faux chômeurs », on cherche à réduire les indemnités versées et à diminuer les chiffres des statistiques du chômage.

Mais pour faire une petite économie sur son propre budget, on peut bien faire une petite entorse à la règle !



## Vélo, moto, micro, y'en a marre !

Il ne s'agit pas d'un otage américain interviewé par une chaîne de télévision US, mais d'un coureur du tour de France, le Néerlandais Maarten Ducrot, qui tente de pédaler tout en faisant une conférence de presse. Ce monde est sans pitié, mais quand on porte une livrée du Crédit Lyonnais, entre autres, il faut aussi gagner son bifeck. On comprend que des cyclistes tentent de s'échapper.

(Ph. AFP)



□ **CLUZEL** (Bâtiment)  
(Granges-les-Valence (Ardèche))

## Liquidation de biens... mais pas pour tous

Le lundi 24 juin, la quasi-totalité du personnel de l'entreprise Cluzel (bâtiment) à Granges-les-Valence (Ardèche), débrayait peu après l'embauche, se regroupait dans la cour sous les bureaux patronaux et refusait de reprendre le travail tant que le patron ne satisfait pas ses demandes.

Le vendredi 21 juin en effet des lettres avaient appris leur licenciement à tous les travailleurs restants de cette PMI : 85 personnes. Déjà, à la mi-mai 1984, une première charrette de 30 licenciements et pré-retraites était intervenue et, depuis la mi-juin 1985, des rumeurs circulaient selon lesquelles cette entreprise ne passerait pas les vacances. Ces rumeurs s'étaient transformées en vives inquiétudes lorsque des fournisseurs impayés cessèrent leurs services : ainsi, un midi, des compagnons allant prendre leur repas au cours d'un déplacement furent poliment « refusés » dans un restaurant, Cluzel n'ayant pas payé ses dettes. Le 11 juin le dépôt de bilan était effectué et le tribunal de Commerce décidait la liquidation de biens.

Ce qui indigna d'abord les travailleurs qui avaient reçu les lettres de licenciements était que celles-ci

avaient été faites à la va-comme-je-te-pousse. Ainsi, le lundi, ils réclamèrent :  
— que les lettres de licenciements soient faites en bonne et due forme ;  
— la garantie écrite que les congés payés seraient bien payés à la date du 18 juillet ;  
— le texte de la convention collective du Bâtiment.

Ils restèrent sur place, casse-croûte à l'appui, jusqu'à ce que le patron satisfasse les deux premières demandes. Le patron envoya à cet effet un messager en voiture jusqu'à Orange pour y trouver le syndic et lui faire signer une lettre officielle. Suite à cela, les travailleurs décidaient de reprendre le travail.

En principe les licenciements devraient être effectifs vers le 20 septembre, les deux mois de préavis et les congés étant achevés à cette date.

En attendant on assiste à des grenouillages du côté des huiles. Ainsi le jeudi 27 juin, une réunion officielle se tenait avec les quatre délégués du C.E. Gras (l'actuel P-DG de Cluzel) était présent ainsi que des représentants d'ICA, une entreprise du bâtiment connue pour être une « boîte de choc », imposant de longs déplacements à son personnel. Que proposait-on à cette réunion ?

Pour la trentaine de tra-

vailleurs de l'agence de Saint-Sauveur de Montagut (Ardèche), la création d'une SAPO (société à participation ouvrière) était prévue dont les trois principaux actionnaires seraient... Gras lui-même, le conducteur de travaux et un métreur de cette agence. Il est à craindre que sous couvert de « participation ouvrière » on propose tout bonnement aux travailleurs de renoncer à leurs indemnités de licenciement !

Pour les travailleurs du siège de Granges-les-Valence, ICA serait disposé à reprendre l'affaire mais en éliminant les « brebis galeuses » (c'est le représentant de cette entreprise qui l'a explicitement dit). Cette entreprise s'engagerait à maintenir les salaires mais pas les qualifications et elle parle déjà de recourir à des déplacements. Par contre, elle offrirait d'ores et déjà un poste de directeur commercial au P-DG failli de Cluzel !

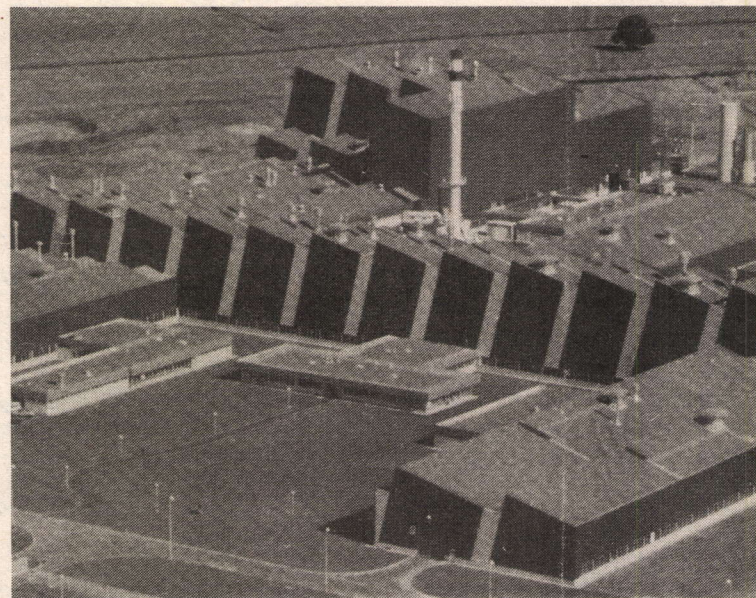
Ainsi la valse des capitaux se poursuit impunément : je les retire d'ici, je les replace ailleurs et les travailleurs suivent ou ne suivent pas, mais cela n'a jamais été dans les préoccupations des patrons à moins que les travailleurs ne viennent se rappeler à leurs bons souvenirs.

Correspondant LO

□ **FONDERIES DU POITOU**  
(Filiale Renault près de Châtelleraut, Vienne) :

**Journées portes ouvertes**

## On ne lésine pas sur la poudre aux yeux



Dans la région de Châtelleraut, dont le ministre Edith Cresson est député-maire, la filiale Renault (fonderie de culasses et carters) soigne sa publicité : les 25 et 26 juin étaient organisées des journées portes ouvertes, avec diaporamas, wagon-forum SNCF, caravane formule I, montgolfière... bref, les grands moyens pour l'esbrouffe, sans lésiner sur les dépenses puisque tout ce cinéma aurait coûté à peu près 20 millions.

Comme on n'est jamais trop prudent, la direction avait toutefois pris soin de ne pas mélanger les torchons et les serviettes : un jour de visite pour les personnalités, le lendemain pour les familles de travailleurs...

Et bien entendu, c'est le côté jardin, soigné pour la circonstance, que l'on a montré aux visiteurs : tout avait été astiqué, les endroits les plus insalubres soigneusement aérés. Le côté cour, c'est bon pour les travailleurs tous les jours : la chaleur, la poussière, le bruit, les accidents du travail, les cadences, les salaires qui sont parmi les plus bas de la région (4.200 F par mois pour 42 h 50 de travail par semaine).

Mais comme le disait sans vergogne le prospectus publicitaire distribué aux visiteurs : « **Même dans les fonderies modernes et automatisées c'est d'abord sur les hommes que se réalisent en permanence les facteurs de la compétitivité : qualité, prix, volume** »...

Ce n'est pas cela que les visiteurs étaient invités à admirer en parcourant les ateliers, mais nous sommes en effet payés (mal) pour savoir que c'est sur notre sueur que la Régie réalise ses profits.

Correspondant local

□ **OCE** (Montreuil 93)

## Un débrayage réussi

Depuis janvier dernier, la direction de l'entreprise veut supprimer 96 emplois : un travailleur sur dix est touché. Jeudi 27 juin, les travailleurs d'OCE ont voulu marquer le coup : un débrayage toute la matinée a permis à bon nombre d'entre eux de dire leur révolte face à la politique de la direction.

La direction se glorifie d'avoir fait 39 millions de francs de bénéfices l'an dernier. La presse économique vante les titres OCE (+ 20 % d'augmentation pour le seul premier trimestre !) : ce n'est pas la crise pour les actionnaires d'OCE ! Mais ils n'en ont pas assez, ce sont des économies sur le dos des salariés que la direction veut entreprendre en supprimant 96 emplois. Cela ne la gêne

pas bien entendu de se lancer dans des dépenses scandaleuses pour gaver ses clients comme par exemple la réception de mille personnes chez Bocusse à Lyon.

La direction espère aussi, en proposant des mutations à 200 km de là, transformer ces mutations en licenciements. Elle cherche aussi à créer un climat dans l'entreprise auprès de ceux qui ne sont pas touchés par les licenciements : restructurer l'entreprise cela signifie pour elle avoir de la main-d'œuvre docile.

En débrayant jeudi dernier, les travailleurs d'OCE ont montré qu'ils ne veulent pas plier. A Montreuil, les clients tant chéris par la direction ont pu voir, grâce à nos pan-

cartes, un autre visage d'OCE. A Montrouge, la majeure partie des salariés touchés par le plan de la direction était en grève. A Chateauroux, où les travailleurs ont fait grève par solidarité, l'usine était bloquée. L'isolement de nos camarades des agences de Strasbourg, Lyon et Tours ne les a pas empêchés de participer eux aussi au mouvement et parfois pour la première fois.

Ceux qui ont débrayé ne sont pas tous touchés par les licenciements : si on est sorti c'est pour bien montrer à la direction qu'on n'est pas prêt à marcher dans ses combines. La grève nous aura permis de nous compter. Depuis, le moral est bon.

Correspondant LO

## échos des entreprises

### • LES SALES COUPS DE LA DIRECTION

Depuis quelques jours, on a vu des camarades de travail dans divers secteurs partir au service du personnel, pour un entretien pour licenciement.

La direction a l'air d'avoir décidé à l'approche des vacances une véritable offensive pour licencier le maximum de camarades, soit pour maladie, soit pour simple journée d'absence en ayant prévenu le jour même. De plus, les jours de mise à pied tombent en série, distribués par certains chefs de service.

La direction pense que ses mauvais coups passeront plus inaperçus en cette période. Mais derrière les justifications avancées, c'est à nous tous qu'elle veut s'attaquer. Mais qu'elle ne compte, ni nous endormir, ni nous abuser.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chausson-Creil du 1<sup>er</sup> 7/85.

### • POUR FAIRE PLUS DE PROFITS, ELLE FAIT DES CHÔMEURS

Sanctions, mises à pied, ou même licenciements individuels comme cela a été dernièrement le cas pour un travailleur de la Chaudronnerie, continuent à se succéder.

Tous les prétextes sont bons pour sanctionner ou même mettre à la rue. Aujourd'hui la direction s'attaque d'abord à ceux qui sont isolés. Mais c'est une façon pour elle de commencer à réduire ses effectifs et surtout de chercher à nous habituer à son arbitraire le plus total.

Car derrière ces sanctions individuelles qui se multiplient, il y a les projets de restructuration, les compressions d'effectifs.

A nous presser et compresser comme des citrons, la direction tombera forcément au bout d'un moment sur les pépins.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alsthom (Saint-Ouen) du 1/7/85.



PTT TRI-AUSTERLITZ

## Un licenciement qui ne passe pas « comme une lettre à la poste »

A Austerlitz, des débrayages ont eu lieu en brigade de nuit, tous les soirs, du lundi 24 juin au vendredi 28 juin. Sur les deux brigades de nuit (400 personnes au total), ce sont environ 250 personnes qui y ont participé, plus quelques dizaines dans les services de soirée.

Il s'agissait pour nous de protester contre la tentative de l'administration de licencier un collègue pour cause d'arrêts-maladie, et de nous regrouper pour empêcher ce licenciement.

Lancé le lundi par les 50 travailleurs du transbordement, le secteur où travaille notre camarade, dès le mardi le mouvement s'est étendu aux autres services.

A l'assemblée générale du mardi soir, nous avons décidé d'aller faire le tour des services de soirée et des services où les travailleurs ne débrayaient pas ; ce qui fut fait par une soixantaine d'entre nous, et nous avons réussi à entraîner quelques dizaines de collègues supplémentaires. Un tract d'information pour les autres

brigades a été rédigé et distribué les jours suivants.

Dans l'autre brigade de nuit, les débrayages ont eu lieu aussi, mais sans que rien ne soit organisé.

Et vendredi 28 juin, en brigade C, nous votions de débrayer une heure pour discuter comment profiter des deux mois de congés pour dénoncer le plus largement possible ce licenciement afin de se retrouver plus nombreux encore à débrayer en septembre. Ce n'est en effet qu'à cette date que le licenciement risque d'être effectif, notre collègue étant considéré jusque-là par l'administration en arrêt-maladie d'office.

L'assemblée générale décidait donc de suspendre les débrayages momentanément, mais de continuer l'information, tout le monde étant bien décidé à reprendre le mouvement après la période des vacances.

A cette assemblée générale, dix-huit camarades se sont proposés pour se regrouper et agir collectivement pendant l'été

afin de continuer à dénoncer le licenciement. L'assemblée générale prit également la décision de faire un tract faisant le bilan des débrayages, et proposant des actions pour juillet et août. Le comité s'est réuni, il a rédigé ce tract et organisé sa diffusion. Il organise aussi durant tout juillet et août une campagne d'affichettes dénonçant le licenciement et a décidé de faire une collecte pour payer tracts et affichettes. Il est aussi envisagé d'aller distribuer en groupe, dans les semaines qui viennent, un tract d'information dans les autres centres de tri de Paris et de banlieue.

Pour l'instant, l'affaire en est là. Cette tentative de licenciement n'est pas passée sans réactions et nous sommes décidés à garder en mains la défense de notre camarade et à faire reculer la direction.

Correspondant LO

PTT ANNECY

## Le personnel en lutte contre les suppressions de postes

Depuis le 17 juin, le personnel du service général de la poste d'Annecy RP, soutenu par la CGT, la CFDT et FO, débraye tous les jours de 8 H. à 9 H. pour s'opposer aux deux suppressions de postes demandées par la direction dans le cadre des restrictions budgétaires.

Le nombre des employés était déjà réduit au strict minimum. Ainsi, bien souvent des guichets sont fermés par manque de personnel et quand on les maintient ouverts, c'est parce que l'on a dégarni le service du tri que le public ne voit pas. Par manque de personnel aussi il n'est pas toujours possible de prendre les congés aux dates souhaitées et les cours de formation, indispensables vu l'évolution des services offerts aux usagers par les PTT, ne sont même pas proposés aux employés.

Dans ces conditions, supprimer deux postes de travail a paru inacceptable. Et depuis plus de 15 jours, dans leur grande majorité, les employés des deux brigades débrayent et multiplient les actions de pro-

testation. Tous les jours ils vont rendre visite au directeur régional dont les explications et les chiffres, censés prouver une baisse du trafic, n'ont convaincu personne. Les employés sont bien placés pour savoir que c'est faux et qu'en réalité c'est de rentabiliser le service public qu'il s'agit.

Toute la journée du 25 juin, les employés se sont relayés pour distribuer des tracts et faire signer une pétition au public. Un millier d'Anneciens, usagers de la poste, ont signé cette pétition d'autant plus volontiers que les files d'attente aux guichets de la poste d'Annecy sont réputées.

La direction régionale a été surprise par ce mouvement et le soutien qu'il rencontre parmi les usagers. Elle espérait faire passer ce mauvais coup à la faveur du début de la période des congés. Les réactions montrent qu'elle s'est trompée.

Pour l'instant la direction régionale reste sur ses positions mais le personnel aussi puisqu'il continue son mouvement.

Correspondant LO

SNCF DEPOT PARIS SUD-OUEST

## Pour le café, ça se corse

Au dépôt de Paris Sud-Ouest, le préposé de la cafétéria étant en arrêt-maladie et non remplacé, celle-ci est fermée depuis le 8 mai. Ayant droit à 10 minutes pour déjeuner, nous n'avions d'autre solution que de sortir du dépôt pour prendre notre café.

Mais il y a quinze jours, deux d'entre nous se sont fait prendre par deux chefs qui les pistaient et les « demandes d'explication » sont tombées. Nous, nous préférierions ne pas avoir à sortir, car cela nous coûte deux fois plus cher.

Alors nous nous sommes réunis à une vingtaine et nous avons décidé de faire une réponse collective... qui servirait aussi aux demandes d'explication à venir. Un responsable par équipe a été désigné pour faire circuler le texte dans l'atelier du dépôt et au service intérieur, et un débrayage a été décidé pour le lendemain afin d'amener ce

texte à la réunion de chefs qui a lieu tous les après-midis.

Mercredi 26, à l'heure dite, un copain donna un coup de klaxon de locomotive : c'était le signal, nous nous sommes retrouvés à une cinquantaine. Les délégués CGT manquaient à l'appel. Le prétexte de cette absence était que le texte de réponse n'avait pas d'étiquette syndicale, mais beaucoup de syndiqués étaient parmi nous. Un porte-parole a été élu et nous sommes tous partis porter la réponse à nos deux chefs spécialistes du pistage... qui ont été surpris de nous voir en nombre.

Nous leur avons dit qu'il n'était pas question d'accepter une sanction, et que ce n'était plus la peine de nous demander des « explications ». Après quoi nous sommes repartis plutôt contents en leur faisant remarquer qu'il faudrait qu'ils agrandissent leur bureau.

Correspondant LO

RHONE POULENC (Pont-de-Claix - Isère)

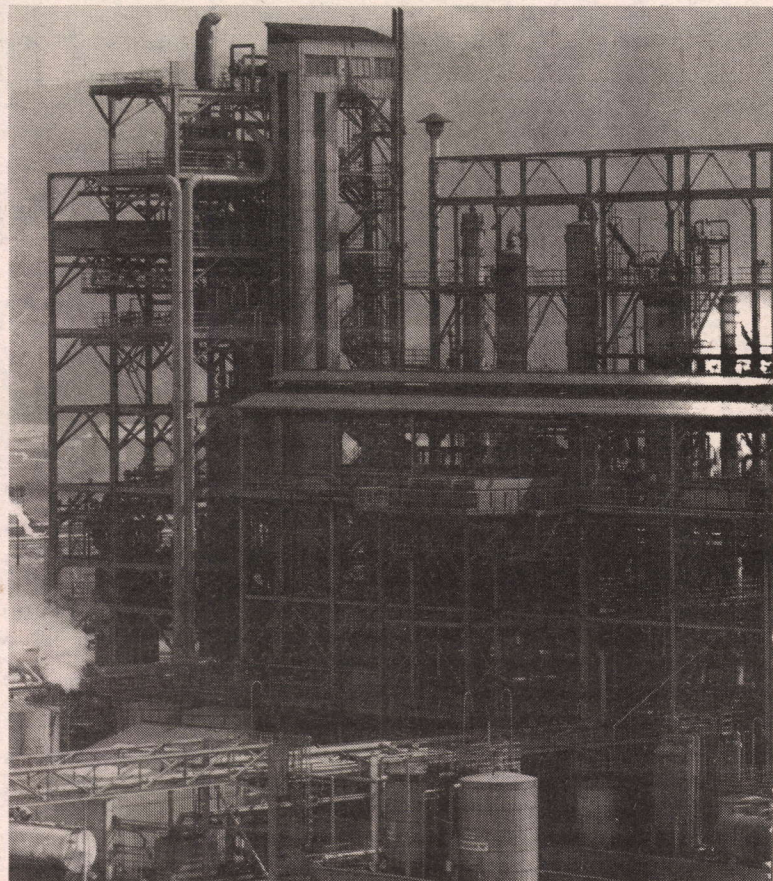
## Au Lindane — TCB : rendez-vous à la rentrée

Dans l'atelier Lindane-TCB, à Rhône-Poulenc Pont-de-Claix (qui compte 30 ouvriers), les débrayages commencés le 15 juin ont continué jusqu'au 29 juin, date du début des vacances.

Les revendications, sur lesquelles ces travailleurs veulent une réponse de la direction, sont le passage au coefficient 175 des conducteurs TCF et Lindane, un effectif de 32 personnes au lieu de 30 actuellement, deux polyvalents seconds et 200 F d'augmentation pour tous. La direction n'a toujours pas reculé.

Vendredi 28 juin, onze travailleurs de Lindane (sur les trente que compte l'atelier), se réunissaient en assemblée générale et élisaient une délégation de six membres, sans représentants syndicaux, avec mandat d'écouter les réponses que la direction donnait à leurs revendications.

L'ingénieur, qui avait fait croire aux travailleurs qu'en l'absence des syndicats, ils pourraient obtenir quelque chose, était dans ses petits souliers en entendant le chef de groupe tenir le même discours que les fois précédentes



et dire que la présence des organisations syndicales ne le gênait nullement...

Au retour de la délégation, l'assemblée générale votait

pour élire le comité d'organisation de la grève de six membres, chargé de préparer la rentrée.

Correspondant LO



CLECIM (Saint-Chamond - Loire)

## La « bienvenue » de SPIE-Batignolles : 235 suppressions d'emploi.

Vendredi 28 juin, les travailleurs de Clecim à Saint-Chamond (Loire) débrayaient et se rassemblaient pour être mis au courant du détail des propositions patronales de restructuration.

Jusqu'en janvier 1985, Clecim faisait partie du groupe Creusot-Loire. Quand le groupe Empain-Schneider, principal actionnaire de ce groupe, s'en est retiré, celui-ci a été mis en liquidation (été 1984). Le « morceau » Clecim a été repris par SPIE-Batignolles, qui lui-même fait partie du groupe Empain-Schneider.

La veille, un Comité central d'entreprise du groupe Clecim s'était tenu à Paris et, ce vendredi, le Comité d'établissement se tenait à Saint-Chamond. Clecim prévoit une restructuration de ses fabrications qui, en fait, touche l'usine la plus importante : Saint-Chamond. 235 emplois seraient supprimés, pour un personnel à la production de 302 personnes actuellement. Ces suppressions d'emploi se répartiraient ainsi :

— 106 départs dans le cadre de la CGPS (Convention générale de protection sociale de la sidérurgie) à l'âge de 50 ans, l'opération démarrant en octobre 1985 et s'achevant en mars 1988.

— 56 travailleurs, ouvriers et employés, seraient mutés à Montbrison (50 km au nord de Saint-Etienne), une petite usine de Clecim, qui semble avoir peu d'avenir, et 6 mutés à l'usine Clecim de Ferrière (Nord).

— 36 mutations sur des postes à créer dans les bureaux de

l'usine de Saint-Chamond.

— 20 travailleurs seront formés comme dessinateurs.

— 14 travailleurs susceptibles de bénéficier de contrats ONI (Office national de l'immigration).

Les 4 ateliers de Clecim seraient donc quasi démantelés, l'Usinage, en particulier, passant de 94 à 3 salariés !

Les 67 ouvriers et mensuels restant aux fabrications à Saint-Chamond dépendraient de l'usine de Montbrison.

A l'annonce de ce projet, les réactions des travailleurs étaient assez vives : le vendredi matin, avant le débrayage, aucun travail effectif n'était fait. Des travailleurs brûlaient même le journal patronal de SPIE-Batignolles contenant un article qui ne manquait pas de culot : « *Bienvenue à Clecim* » !

Si les compagnons dont l'âge est le plus proche de celui du départ en pré-retraite CGPS étaient plutôt contents, la grosse majorité des travailleurs se demandait à quelle sauce la direction voulait les manger. Aussi, à l'assemblée de 10 heures, après que les syndicats CGT et CFDT aient parlé, un travailleur proposant de réagir et de s'organiser pour ne pas laisser passer ces attaques fût-il applaudi. Et on approuva sa proposition de se retrouver le lundi matin pour un débrayage, afin de voir vraiment ce que l'on pourrait faire.

Après que l'assemblée se soit achevée, une quarantaine de travailleurs, venant surtout de l'Usinage, se retrouvaient pour discuter de la suite à donner aux événements. Pas mal d'entre eux sont dans l'expectative

quant aux possibilités d'impressionner le patron en faisant grève alors qu'il n'y a pas beaucoup de travail ; mais tous se posaient la question de faire quelque chose.

Chacun sait que Clecim et SPIE-Batignolles font des profits sans cesse croissants et les travailleurs n'entendent pas être laissés pour compte.

Lors de leur assemblée, tenue le lundi 1<sup>er</sup> juillet, les 90 travailleurs présents, qui avaient débrayé une heure, après avoir largement discuté de ce qu'ils pouvaient faire, ne décidèrent aucune action immédiate mais, par contre, décidèrent, au cas où l'un des leurs serait convoqué par la maîtrise, de se rassembler et d'y aller tous ensemble.

L'après-midi même, ils saisirent une occasion d'aller dire de près ce qu'ils pensaient à un directeur de Clecim. Celui-ci, le directeur industriel, qui effectuait une tournée dans les ateliers, déclencha par son arrivée le débrayage d'une bonne partie des compagnons. Ils allèrent lui dire qu'ils n'admettaient pas que Clecim se fiche de leur figure et pas mal vidèrent leur cœur : « *On gaspille du pognon pour déplacer des machines, mais il n'y aura pas de pognon pour nous garantir nos salaires* ». Voyant ce directeur, remis d'un accident, utiliser sa canne machinalement pour rassembler des petits cailloux sur le sol, l'un d'eux lança : « *On est comme des cailloux. Ils nous prennent pour des cailloux* ».

Cette réaction collective fit bien plaisir à tout le monde.

Correspondant LO

CYCLES PEUGEOT (Région de Montbéliard)

## Des élections tronquées par les bureaucrates syndicaux et la direction

La fraction PCF du syndicat CGT des Cycles, exécutant les ordres des permanents locaux, voulait écarter 6 militants défendant les idées révolutionnaires. En mars dernier, mis en minorité au congrès du syndicat, ils avaient préféré quitter le congrès. Mais les participants au congrès, ne se laissant pas impressionner, avaient continué leurs travaux et élu une nouvelle équipe dirigeante. Depuis, il y a deux syndicats CGT aux Cycles : l'un représentant la majorité du congrès, à laquelle participent nos camarades ; l'autre animé par les membres du PCF, créé et soutenu par l'Union locale et départementale CGT.

Les élections de délégués du personnel ayant lieu en juin, chaque syndicat déposa sa liste de candidats et commença sa campagne. Mais la direction des Cycles Peugeot, ne voulant pas accepter les deux listes, porta l'affaire en justice. Le juge considéra que seul le pseudo-syndicat sauce UL-UD, puisqu'il avait la caution des instances supérieures de la CGT, pouvait se présenter. La direction syndicale issue du congrès fit alors campagne, expliquant que « *ce n'est ni à la direction, ni à un*

*juge, ni à des chefs syndicaux de décider à la place des ouvriers qui peut être délégué du personnel. C'est aux travailleurs et à eux seuls de décider* ».

Elle appela donc les travailleurs à s'abstenir, à voter nul avec des bulletins libellés « *Pour obtenir un deuxième tour* », pour que le quorum ne soit pas atteint au premier tour, et obtenir ainsi qu'un deuxième tour ait lieu où ils pourraient se présenter.

Malgré les pressions de la direction, et des autres syndicats qui, eux, expliquaient que « *s'abstenir, c'est voter pour le patron* », 37 % des 2 680 inscrits au premier collège se sont abstenus ou ont voté nul ou blanc (460 ont utilisé le vote nul en se servant des bulletins distribués pour ce faire).

Dans les secteurs de nos camarades, c'est plus de 50 % des travailleurs qui ont ainsi marqué le coup, montrant clairement que si ces élections avaient été des élections d'atelier directement choisies par les travailleurs concernés, et non des élections avec monopole des listes syndicales « officielles », nos camarades auraient été largement élus.

Correspondant LO

USINOR (Dunkerque)

## Assassins

Lundi 17 juin, un ouvrier sous-traitant travaillant pour la CIRM à Usinor-Dunkerque a eu la tête écrasée par une bande transporteuse sur laquelle il effectuait une réparation. Il est mort sur le coup.

Le même jour, un ouvrier de chez Perti a été blessé à la cokerie et un autre ouvrier, sous-traitant de Thélou au train continu à chaud d'Usinor, a été blessé par l'éclatement d'un disque d'une meule.

Les travailleurs des entreprises sous-traitantes sont pour la plupart soumis à des cadences infernales, contraints aux heures supplémentaires, voire aux doubles postes, sur des installations dangereuses qu'ils connaissent très mal.

Usinor sait tout cela, mais se dit « pas concerné » et fait la sourde oreille. Car Usinor fait des profits pharamineux sur le dos de ces travailleurs sous-traitants, par ce marchandage d'intérimaires.

Une fois de plus, à Usinor-Dunkerque, un ouvrier de 22 ans est mort, assassiné par le capital.

Par ailleurs, le 27 juin, un travailleur a été gravement blessé à Usinor-Dunkerque : il a été renversé par un locotracteur dont il a probablement glissé. Il a eu les jambes broyées et a dû être amputé.

Ce locotracteur était dangereux ; le chef de service et la direction le savaient, car des délégués du CHS avaient signalé l'absence de marche-pied arrière et le manque de poignée et avaient demandé l'arrêt de cette machine. Le chef de service avait simplement répondu que la machine continuerait à rouler ainsi et « *qu'il était convenu de trouver si possible une solution intéressante* ».

Pour les patrons d'Usinor, seuls la production et leurs profits comptent.

Correspondant LO

CHANTIERS NAVALS DE DUNKERQUE

## Inquiétude et colère

Vendredi 28 juin, les travailleurs des Chantiers Navals de Dunkerque se sont retrouvés à environ 1 500 dans les rues de Lille pour montrer une fois de plus leur inquiétude et leur colère face à l'avenir que les patrons de Normed et le gouvernement leur réservent.

Les jets de boulons, de pancartes, de pierres, ont montré tout l'écœurement qui les saisit lorsqu'ils font le compte des promesses passées et des licenciements à venir.

Et encore une fois à Lille, Cresson a fait des promesses : qu'il y aurait peut-être un train-ferry en commande et que l'on

ne fermerait pas le chantier de Dunkerque. La seule réponse sûre qu'elle ait apportée aux délégués de l'inter-syndicale, c'est que de toute façon, il y aurait encore des centaines de congés-conversion, même avec des commandes. Cela n'a calmé ni les inquiétudes, ni la colère. Le Chantier est déjà passé de 3 100 à 2 400 travailleurs en un an. Aujourd'hui, le chômage partiel touche en permanence plus d'un tiers du personnel : l'horaire a été réduit à 32 heures pour les travailleurs des ateliers ; l'avant-dernier bateau est pratiquement monté et il devrait être lancé au

milieu de juillet. En 1986, la charge de travail ne devrait plus être que de 20 %.

Face à tout cela, l'inquiétude et la colère ont grandi ces dernières semaines parmi les travailleurs. Et il n'est pas dit que les plans du gouvernement et des patrons passent en douceur.

En tous les cas, vendredi dernier, à Lille, Cresson est repartie protégée par les CRS, et beaucoup de travailleurs qui avaient montré leur colère n'ont pas eu l'impression d'avoir fait le déplacement pour rien.

Correspondant LO



# Une sélection de livres

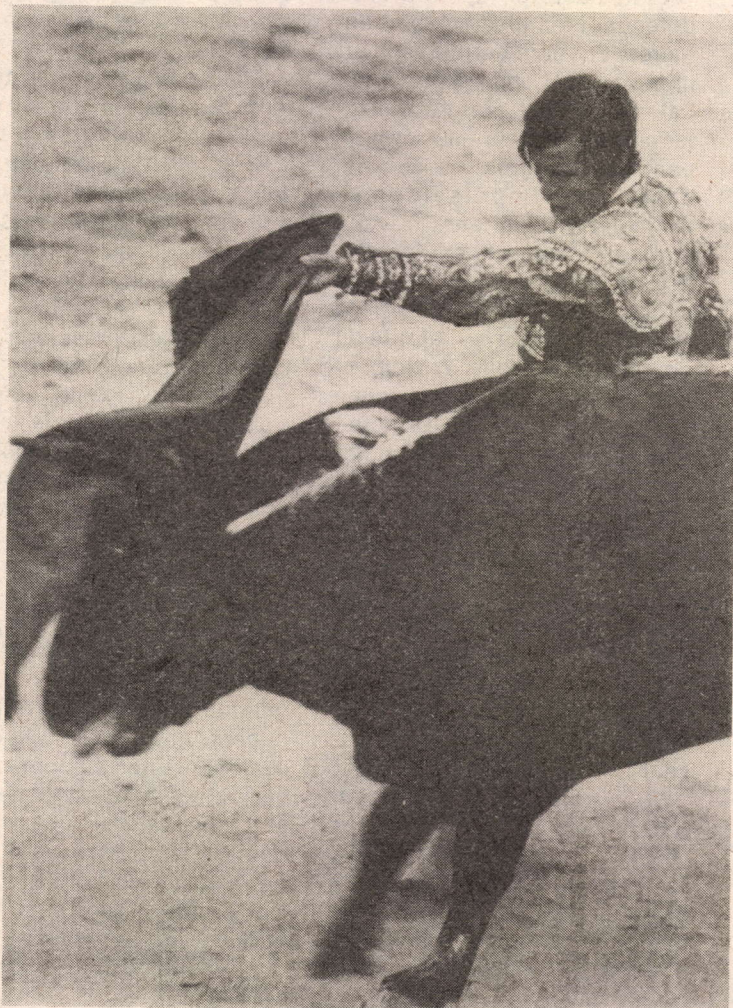
Les vacances arrivent et avec elles le repos, les visites, les promenades, les séances de sieste... Mais pourquoi rester la tête à l'ombre, les pieds au soleil et les yeux fermés ? Pourquoi, dans cette position ne pas prendre un livre ?

Quels que soient vos goûts, vos attitudes, vous pourrez toujours prendre le temps de lire un ou plusieurs livres.

Pour vous aider à faire votre choix, nous publions une sélection de livres dont nous avons publié les critiques durant les douze mois écoulés et qui peuvent vous être de bonne compagnie pour cet été.

## ROMANS

- **Arènes sanglantes** de Blasco Ibanez



L'auteur proche du Parti Socialiste décrit, dans la société espagnole du début du siècle, la dérisoire réussite de ces toreros qui parviennent à se sortir de la misère en devenant des espèces de gladiateurs. Une réédition. *Le Livre de Poche*.

- **Adieu Volodia** de Simone Signoret

La vie de deux familles juives dans le Belleville d'avant-guerre. Des personnages sympathiques dans un roman bouleversant. *Ed. Fayard. 98 F.*

- **L'escadron blindé** de Joseph Skworetsky.

Une satire de l'armée tchèque dans les années cinquante, en plein stalinisme. *Coll. Folio. 28 F.*

- **L'ami retrouvé** de Fred Uhlman

L'histoire d'une amitié brisée entre deux lycéens, un jeune petit-bourgeois juif et le descendant d'une grande famille noble, dans l'Allemagne pré-hitlérienne. *Coll. Folio. 28 F.*

- **L'étoile rouge et L'ingénieur Menni** d'Alexandre Bogdanov

D'un auteur proche du Parti Bolchévique, deux ouvrages de fiction sociale bourrés de sentiments généreux et de bonnes intentions. Ces deux romans constituent un plaidoyer pour une société meilleure, vraiment humaine et débarrassée de l'exploitation. *Ed. L'âge d'hommes. 95 F.*

- **Au loin une voile** de Valentin Kataïev

Un roman sur la société russe de 1905 et la façon dont la marmite bouillait sous le couvercle de l'autocratie tsariste. *Ed. Messidor. La Farandole. 43 F.*

- **Le mur de la peste** d'André Brink

L'engagement d'une petite-bourgeoise sud-africaine, vivant en France. Elle retournera dans son pays aux côtés de ceux qui luttent contre l'Apartheid. *Ed. Seuil. 85 F.*

- **La place** d'Annie Ernaux

Une jeune intellectuelle décrit la vie du milieu des petites gens d'où elle est issue et qu'elle méprisait durant toute son adolescence. Un récit plein de tendresse et d'affection. *Ed. Gallimard.*

- **Avant le raz-de-marée** de Seitu

Inspiré de faits réels, ce roman raconte une grève des travailleurs de la canne en Martinique, à travers le combat d'un jeune militant nationaliste. *Ed. Karthala. 60 F.*

- **Corruption** de Pramudya Aanta Tur

Court roman indonésien, décrivant la corruption qui régnait au début des années 50, au lendemain de l'indépendance. *Ed. Cahier de l'Archipel. 38 F.*

- **Jean Miguel** de Rachel de Queiroz

La vie d'un journalier agricole dans un village déshérité du Nordeste du Brésil. Un réquisitoire contre la misère. *Ed. Stock. 69 F.*

- **Le der des der** de Didier Daeninckx

Cette enquête qui se déroule aux lendemains de la Première Guerre mondiale dévoile le massacre auquel se sont livrées les troupes françaises contre des soldats russes, stationnés en France, et proches des révolutionnaires bolchéviques. *Coll. Série Noire. Gallimard. 20 F.*

- **Métropolia** de Didier Daeninckx

Y a-t-il place dans la police pour les humanistes et les généreux ? Même si vous connaissez déjà la réponse, lisez ce roman rondement mené. *Coll. Série Noire. Gallimard. 20,50 F.*

- **Une disparition de haute importance** de Edward Topol et Fridrich Neznansky

Une aventure policière dans l'URSS de Brejnev, écrite par deux auteurs soviétiques qui vivent actuellement aux Etats-Unis.

Une enquête où un petit juge doit éviter bien des pièges, ceux que lui tend le milieu mais aussi différents clans de la bureaucratie dont les rivalités trouvent dans cette affaire de nombreux motifs d'affrontement. Un livre tout de même écrit pour plaire à un public américain. *Le Livre de Poche. 28 F.*

## HISTOIRE ET ROMANS HISTORIQUES

- **Les lauriers de cendre** de Norbert Rouland

Sous une forme romancée, la vie quotidienne à Rome au début du 1<sup>er</sup> siècle avant notre ère, à l'apogée de la République. *Ed. Actes Sud. 85 F.*

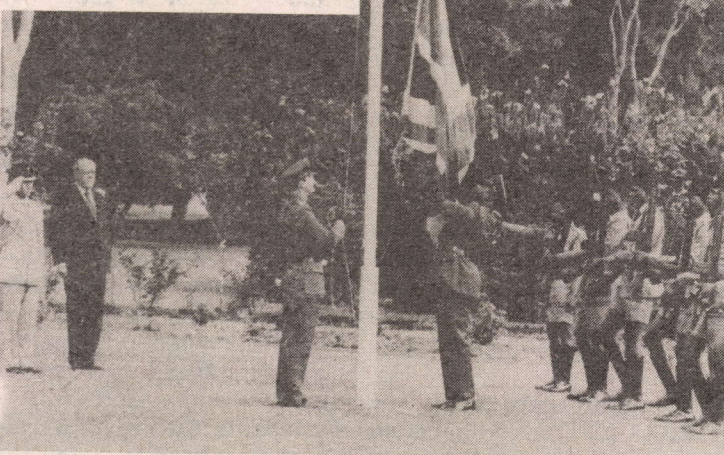
- **Stalingrad** de Théodor Plievier



La bataille de Stalingrad décrite par un écrivain allemand. Un récit pour rappeler qu'Hitler a envoyé 9 millions d'Allemands à l'abattoir dans le même temps qu'il massacrait les peuples.

- **L'Afrique au XX<sup>e</sup> siècle** de Elikia M'Bokolo

Dans cette histoire de l'Afrique, quelques pages seulement sont consacrées à chaque Etat. Mais ce livre est très riche en faits, chiffres et dates. Une source d'information pour qui veut se documenter sur l'histoire contemporaine de ce continent. *Ed. du Seuil. 35 F.*



## LIVRES POLITIQUES, REPORTAGES

- **1956, la déstalinisation commence** de Hélène Carrière d'Encausse



En détaillant toutes les étapes de la montée de Khrouchtchev après la mort de Staline, l'auteur montre

toutes les limites de la déstalinisation qui ne fut un ballon d'oxygène que pour la bureaucratie et certainement pas le retour au léninisme que l'auteur s'efforce pourtant d'y voir. *Ed. Complexe. 34 F.*

- **L'envers des pyramides** de Daniel Le Gac

Sous les pyramides, la société égyptienne avec son sous-développement, ses inégalités de revenus criantes, son Etat dictatorial... *Ed. le Sycomore. 79 F.*

- **Finis les lendemains qui chantent - Bangladesh, Népal**

de René Dumont

A propos de la prétendue aide occidentale au développement du Bangladesh et du Népal, ce livre apporte une foule d'informations accusatrices contre ces aides qui contribuent à enrichir une poignée de riches, tandis que les pauvres touchent le fond de la misère. *Ed. du Seuil. 95 F.*



## DIVERS

### • La cité de la joie de Dominique Lapierre

Des descriptions fort intéressantes sur les bidonvilles de Calcutta, même si les commentaires sont inspirés par une idéologie religieuse réactionnaire.

Ed. Robert Lafont.



### • La santé dans le Tiers Monde un dossier présenté et établi par Claire Brisset

Composé pour l'essentiel d'articles parus dans le journal *Le Monde* et *Le Monde Diplomatique*, ce dossier accablant pour les Etats et les trusts impérialistes est un panorama du sous-développement et de ses conséquences sur la santé des populations du Tiers Monde.

Ed. La Découverte. Le Monde, '69 F.

### • L'an prochain la révolution

**Les communistes Juifs immigrés dans la tourmente stalinienne (1930-1945)**

de Maurice Rajsfus

S'appuyant sur de nombreux témoignages souvent intéressants, ce livre montre quelle terrible école de démolisation a été le stalinisme pour les militants juifs mais aussi pour la classe ouvrière.

Ed. Mazarine. 95 F.

### • Vietnam

de Stanley Karnow

De la colonisation française à l'indépendance : une étude détaillée des deux guerres du Vietnam, contre la France d'abord, puis contre les USA qui s'enlisèrent dans le conflit pour tenter d'empêcher « l'extension du communisme ».

Ed. Presse de la Cité. 100 F.



### • La radioactivité artificielle et son histoire

de P. Radvanyi et M. Boudry

Un ouvrage à la fois historique et de vulgarisation scientifique sur cette découverte qui servit de base au développement de l'énergie nucléaire.

Ed. du Seuil. Points Science.

### • La double hélice

de James D. Watson

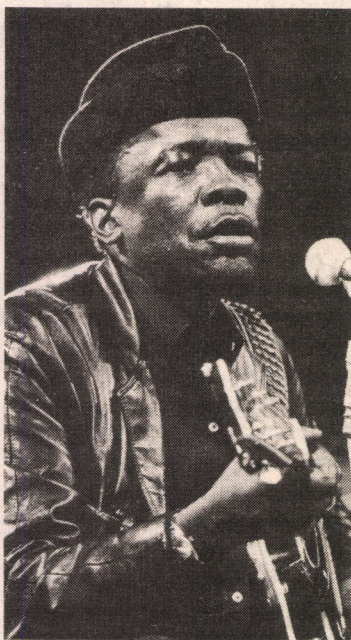
Histoire et petite histoire d'une découverte scientifique par un de ceux qui découvrit l'ADN. Un livre passionnant.

### • Une histoire du blues

de Gile Oakley

Pour qui veut en savoir plus sur les conditions de vie des Noirs américains avant 1960, et bien sûr, sur l'histoire du blues.

Ed. Denoël. 120 F.



## Tout, tout, tout vous saurez tout sur le jeu



Le Canard Enchaîné vient de consacrer un dossier aux jeux sous toutes leurs formes. Mais comme le dit la couverture, le sujet est plutôt l'envers du jeu.

Depuis la guerre des casinos, avec son cortège d'affaires douteuses, jusqu'aux courses de chevaux aux paris truqués, en passant par les machines à sous, véritable aubaine pour le milieu, les journalistes du Canard ont passé au crible cette industrie lucrative dont le premier bénéficiaire est l'Etat.

Il est bien loin le temps où Mitterrand déclarait : « Le tiercé ? Je suis contre, je trouve idiot de dépenser tant d'argent pour si peu de chose ! » C'était en 1965, lors de sa première tentative pour accéder au fauteuil présidentiel. Aujourd'hui, les propos sont bien différents : « Il est quand même moins douloureux, explique le secrétariat d'Etat au budget, de prélever 8 milliards sur les jeux que de les obtenir par une augmentation de la TVA ».

Alors, le jeu peut avoir des aspects crapuleux, immoraux, qu'importe puisqu'il remplit les caisses. On ferme les yeux sur l'essentiel en ne veillant qu'au bon fonctionnement du système pour que cela dure. Et cela donne une industrie prospère qui, au total, rapporte 8,7 milliards de francs à l'Etat, soit deux fois plus que l'impôt sur les grandes fortunes.

Alain LEMART

Les Dossiers du Canard, n° 16. Juin 1985. 25 F.

## Sélection télé

### Samedi 6 juillet

**20 h . FR3. Comment se débarasser de son patron :** Cette série américaine en 13 épisodes reprend le thème du film du même nom. Trois secrétaires se bagarrent contre un chef caressant et une chef enquiquineuse. Le film était plein d'humour.

**20 h 35. TF1. Volpone,** de Jules Romains. Comédie d'intrigues, de mœurs et de caractères à Venise au 16<sup>e</sup> siècle.

**20 h 35. A2. Guy Bedos, un soir à Nice :** extraits d'un spectacle enregistré dans la ville de J. Médecin.

**20 h 35. FR3. Boulevard du rire :** Toujours dans le domaine de l'humour, vous pourrez aussi essayer celui de Romain Bouteille et de l'équipe du Café de la Gare...

**20 h 35. TF1. Tazieff raconte sa terre.** Deuxième émission : La mécanique de la Terre : Volcans, tremblements de terre et raz-de-marée.

**20 h 35. FR3. Pierrot le fou,** de Jean-Luc Godard (1965). Le dernier Godard « romantique », paraît-il.

**21 h 25. TF1. Mille francs de récompense,** pièce de Victor Hugo. Une dénonciation de la police, de la justice au service de l'argent.

### Mercredi 10 juillet

**20 h 35. A2. Les magiciens du mercredi.** Téléfilm de la série « Mariages ». Deux enfants qui s'aiment veulent que leurs parents se rencontrent. Peut-être un peu guimauve.

**20 h 35. FR3. Intervilles 85 :** Nice/Saint-Amand-les-Eaux. Léon Zitronne, Guy Lux et Simone Garnier se retrouvent pour reprendre un jeu qui eut ses heures de gloire dans les années 60.

**22 h 45. TF1. Liberté, la nuit.** Film de Philippe Garrel (1984) : pendant la guerre d'Algérie, des sympathisants du FLN pourchassés par l'OAS.



### Dimanche 7 juillet

**20 h 35. TF1. César et Rosalie** de Claude Sautet. Rosalie (Romy Schneider) a du mal à choisir entre César (Yves Montand) et David (Samy Frey).

**20 h 35. A2. La chasse au trésor :** on retrouve Philippe de Dieuleveult et son équipe en Union Soviétique, à Samarkand, en Ouzbékistan.

**20 h 35. FR3. Méditerranée :** Les débuts du développement économique en Méditerranée, des Assyriens aux Egyptiens et aux Phéniciens, premiers grands navigateurs.

**20 h 30. FR3. Cinéma de minuit :** Cycle Edwige Feuillère : *L'honorable Catherine*, de Marcel L'Herbier (1942). Une comédie « à l'américaine », filmée pour distraire les Français sous l'occupation.

### Lundi 8 juillet

**20 h 35. TF1. Soupçons,** film d'Alfred Hitchcock (1941). Une jeune femme découvre que son gentil mari est un véritable aventurier.

**20 h 35. A2. Don Carlos,** opéra de Giuseppe Verdi. Spectacle salué par la critique en juillet 1984 comme « un grand moment des Chorégies d'Orange ».

**20 h 35. FR3. Effraction,** film policier de Daniel Duval (1982) avec Marlène Jobert, Bruno Cremer et Jacques Villeret. Un gangster psychopate traqué par la police.

**22 h 10. TF1. Les ateliers du rêve.** Les effets spéciaux au cinéma.

### Jeudi 11 juillet

**20 h 35. TF1. Le ravi :** Un téléfilm à la Pagnol qui raconte les rivalités de clans dans un village du Sud-Ouest à l'époque de la sécheresse.

**20 h 35. FR3. Gaspard de la Meije,** Téléfilm. La passion montagnarde d'un chasseur de chamois au siècle dernier.

### Vendredi 12 juillet

**20 h 35. TF1. Formule 1 :** émission de variétés de Maritie et Gilbert Carpentier : à 20 h 35, Enrico Macias et à 21 h 55, Marie-Paule Belle.

### Mardi 9 juillet

**20 h 35. A2. Le dictateur,** de Charles Chaplin. (1940). Hitler vu par Chaplin, un classique du cinéma.





## « IWW et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis »

de Larry Portis

Le début du 20<sup>e</sup> siècle a vu se développer dans plusieurs pays un puissant mouvement syndical dont les dirigeants se réclamaient de la lutte de classe et de la révolution sociale. Les syndicalistes révolutionnaires, comme ils se nommaient eux-mêmes, étaient en France à la tête de la CGT. En Espagne ils ont, en 1911, créé la CNT se réclamant de l'anarchisme.

Aux Etats-Unis, les IWW, Industrial Workers of the World, les Travailleurs Industriels du Monde, furent un courant de ce type. Le livre de Larry Portis, *IWW et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis*, donne une description rapide de ce mouvement. Avec la création des IWW, en juin 1905, prenait fin pour une période le règne sans partage sur le mouvement ouvrier américain de l'AFL, fédération des Syndicats corporatistes dirigée par Samuel Gompers. Et c'est en réaction contre ce corporatisme, qui laissait hors des syndicats les innombrables travailleurs non qualifiés d'une industrie américaine en pleine expansion — Noirs, immigrants de fraîche date — que furent fondés les IWW.

Alors que l'AFL refusait toute idée de lutte de classe et de rejet du capitalisme, les IWW déclaraient : « La classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien de commun (...) Entre ces deux classes, il doit y avoir lutte, jusqu'à ce que les ouvriers du monde entier s'organi-

sent comme classe, prennent possession de la terre et des instruments de production, et abolissent le système du salariat. »

C'est de 1905 à 1917 que les IWW ont connu leur plein essor, dirigeant de grandes grèves à travers tous les Etats-Unis, grèves dont le retentissement dépassa largement les villes où elles éclatèrent. Ces luttes ont été un creuset regroupant des travailleurs de branches différentes, de nationalités différentes, parlant des langues différentes.

Militants entièrement disponibles pour leur cause, élisant domicile là où, par leur action, ils pouvaient faire progresser l'organisation des travailleurs, les dirigeants et les cadres des IWW sont devenus des figures légendaires du mouvement ouvrier américain, comme « Big Bill » Haywood, Joe Hill, « Mother » Jones, se déplaçant infatigablement d'une région à l'autre, d'une ville à l'autre, quittant la tribune d'un meeting pour la prison, la prison pour une nouvelle lutte, jetant partout les bases d'organisations puissantes et démocratiques, que les luttes menées aient été victorieuses ou non.

La haine que les classes dirigeantes vouaient aux IWW en raison même de leurs succès peut se mesurer à ces lignes écrites en mars 1912 dans le *Tribune* de San Diego : « La pendaison est encore trop bonne pour eux. De bons wobblies

(sobriquet des militants IWW) sont des wobblies morts puisqu'ils sont absolument inutiles à l'économie humaine. Rebutés de l'humanité, ils doivent être jetés dans les égouts de l'oubli pour y pourrir parmi les ordures et les excréments ». Quant aux patrons, dont les sentiments s'étaient ainsi exprimés de si noble façon, ils ne dédaignaient pas de se livrer aux tortures ou au lynchage sur les militants IWW kidnappés dans leur chambre d'hôtel...

Le livre de Larry Portis montre le développement des IWW de 1905 à 1917, apportant sur les grandes luttes qu'a connues le prolétariat américain à cette période des descriptions qui donnent une idée de ce qu'était le mouvement ouvrier américain avant la Première Guerre mondiale. Il ne fournit ni une analyse ni une critique politiques de ce courant.

Les limites des IWW se situaient sur le plan politique. Révolutionnaires, les dirigeants des IWW l'étaient incontestablement. Mais, si leur action a contribué à implanter de riches traditions dans le mouvement ouvrier et à former nombre de ses cadres, ils laissaient dans l'ombre la question de l'organisation de la classe ouvrière sur le plan politique et le problème de la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Aux Etats-Unis, parmi les militants IWW, il y avait de



Le local des IWW à Arlington (Washington) en décembre 1917. Au-dessus de la porte est inscrit : « Bibliothèque gratuite ».

nombreux membres du Parti Socialiste américain. Bill Haywood fut même élu à la direction du Parti Socialiste en décembre 1911. Mais, comme en Europe, les partis socialistes étaient le théâtre d'une lutte entre réformistes et révolutionnaires, et les réformistes américains, à l'affût des voix des classes moyennes, exclurent du parti les révolutionnaires, c'est-à-dire essentiellement les militants IWW. Et ceux-ci ne firent aucune tentative pour former un parti socialiste révolutionnaire.

C'était pourtant ce que la situation à la fin de la Première Guerre mondiale ren-

dait le plus nécessaire. Mais la répression à grande échelle déclenchée par le gouvernement fédéral durant la guerre, rejoignant l'action que les autorités locales menaient depuis la naissance du syndicat, décapita le mouvement. Quant au jeune Parti Communiste, son développement fut rapidement entravé par la politique que lui imposa l'Internationale Communiste stalinisée.

J.J.F.

*IWW et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis*, de Larry Portis — Editions Spartacus — 150 pages — 70 F.

## « Une femme en guerre »

de Xie Bingying

*Une femme en guerre* est un court récit autobiographique. Son auteur, Xie Bingying, est née en 1906 dans une famille bourgeoise chinoise : un père lettré, directeur de lycée, une mère issue de la bourgeoisie paysanne. Révoltée par le destin traditionnellement réservé aux femmes chinoises, elle s'enflamme pour les idées nouvelles, se bat contre sa famille pour devenir étudiante ; révoltée contre les injustices, patriote, elle participe lors de la révolution de 1925-1927, à l'expédition du Nord lancée par Tchang Kaï-chek ; une fois son

bataillon dissous, elle retourne à ses études et prend part aux événements politiques de la Chine jusqu'à la révolution de 1949 où elle suit les nationalistes et Tchang Kaï-chek à Taïwan.

Malgré une vie si mouvementée et la présentation de cette autobiographie comme un document exceptionnel sur la Chine, le livre n'a pas d'intérêt. Il est en grande partie consacré à la lutte de Xie Bingying contre sa mère qui veut la marier de force, mais très superficiel, il est beaucoup moins intéressant que d'autres

recits sur ce thème.

Quant à son expérience de soldat dans l'expédition du Nord, racontée de façon abusive et comme une aventure excitante, elle permet sans doute de se faire une idée du caractère de cette jeune bourgeoise enflammée par la révolution, mais pas du tout de ce qu'a pu être réellement cet épisode de l'histoire chinoise. Bref, un livre qui ne mérite pas le détour !

Sylvie MARECHAL  
*Une femme en guerre* de Xie Bingying. Edition Rochevignes. 85 F.

## « Descente aux enfers »

de David Goodis

David Goodis, écrivain américain, est considéré outre-Atlantique comme un des maîtres du roman de série noire. Plusieurs de ses romans ont été adaptés à l'écran : Les passagers de la nuit, Tirez sur le pianiste, Rue Barbare.

*Descente aux enfers* a pour cadre la Jamaïque des années 50. Brevan, comme tous les héros des romans de Goodis, est un perdant, un alcoolique, un paumé qui n'a fait que subir le monde. Il aimerait avoir fait quelque chose de sa vie mais en regardant son passé, il ne voit que des occasions manquées.

Tout va pourtant changer quand Brevan pénètre « Chez Winnie », un bouge fréquenté par des Noirs. Là, à la suite d'une rixe, il tue un Noir qui

voulait le voler.

Le roman fourmille de notations sur les rapports entre les Blancs et les Noirs, sur l'attitude des autorités. Ainsi, il ne suffit pas que le Blanc Brevan se dénonce à la police, pour que le Noir soit innocenté. Par définition celui-ci est coupable. Certains épisodes du roman sont particulièrement émouvants.

Bien sûr, Goodis a ficelé une intrigue un peu compliquée, mais cela lui permet ainsi de créer nombre de situations révélatrices sur une société gangrénée par le racisme.

Jacques FONTENOY

*Descente aux enfers* de David Goodis. Ed. Clancier-Guénaud, 237 pages — 58 F.



## « Visages de femmes »

de Désiré Ecaré

En deux séquences distinctes, le réalisateur qui est un cinéaste africain présente des « visages de femmes » de Côte-d'Ivoire ; de femmes qui ne s'en laissent pas conter par les hommes, tant au village qu'à la ville.

Au village, une jeune et belle paysanne cocufie son mari avec le frère de celui-ci, un jeune, revenu de la ville. L'auteur saisit au vol les mimiques, les réflexions cueillies lors d'un jeu, lors de la préparation d'un repas, et qui résument l'opinion du village. Les hommes hésitent entre une franche moquerie vis-à-vis de leur compère qui ne l'a pas volé et la réprobation de la conduite de la femme. Les femmes, elles, suivent avec amusement l'aventure de leur compagne qui culmine en une scène d'amour bucolique. Comme dans tout village, tout se sait. La jeune paysanne ne se cache



d'ailleurs pas et mène où elle veut son mari et son amant.

Dans la deuxième séquence, une quinquagénaire a monté une entreprise de poissons séchés où elle emploie des femmes. Elle considère qu'ainsi, elle et ses ouvrières s'émancipent un peu des hommes. Mais elle s'aperçoit que dans sa famille, son frère, ses filles, son mari repu « qui était tout maigre quand il l'a connue » profitent d'elle : elle

décide de mettre le holà.

Le film pose un regard amusé et optimiste sur les mœurs en Côte-d'Ivoire. Les femmes qu'il montre mènent bien leur barque et les hommes en prennent pour leur grade. Par le biais de la comédie, ponctuée de chants et de danses où tous se retrouvent, il prend parti sans didactisme pour l'égalité des sexes.

Michel BROUSSE

## « La forêt d'émeraude »

Dans la forêt amazonienne, un ingénieur perce des routes, construit des barrages, défriche la nature pour y implanter des éléments de la civilisation, ou du moins de ce qui prétend l'être. Dans ces territoires vierges des tonnes et des kilomètres de béton se déversent, se transformant en buildings, autoroutes voire même en bordels.

Mais cette forêt, pour être vierge, n'en est pas pour autant inviolée comme le pensent les Blancs. Des Indiens y vivent, et il faudra que le fils de l'ingénieur soit kidnappé par une tribu pour que le père se demande qui sont les Indiens et pour que, une fois le fils retrouvé, il découvre comment ils vivent.

Finalement, le fils ne rejoindra pas le père et le père finira par approuver ce choix.

Dans le monde des Blancs, il se trouve bien sûr des hommes et des femmes proches des Indiens d'Amazonie, tels ce



prêtre qui enseigne sur la rive de l'Amazonie ou ces habitants des villes qui les recueillent. Mais il y a aussi des Blancs qui les méprisent comme ce journaliste pitoyable et blasé ou ces tenanciers de maisons closes prêts à tout pour les corrompre.

De leur côté les Indiens nous sont présentés comme des êtres généreux, vivant dans la simplicité, en parfaite harmonie avec la nature. Les seuls d'entre eux qui soient corrom-

pus et arriérés, sont ceux qui ont été en contact avec les Blancs. Mais ils retrouvent vite leur vraie nature, dès qu'ils retrouvent leur milieu d'origine.

Avec *La forêt d'émeraude*, John Boorman nous offre donc un conte écologiste, fort idéalisé sans doute, mais grâce à son talent, au rythme qu'il donne au film, à la beauté des images, il parvient à emporter le spectateur.

Nelly MEYER

### LA ROUTE DES INDES.

de David Lean.

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.

Berlitz 2°. Hautefeuille 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Les 7 Parnassiens 14° (vo).

### AMADEUS.

de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique merveilleuse.

Vendôme 2° (vo). Lucernaire 6° (vo). George V 8° (vo). Sept Parnassiens 14° (vo).

### LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

Opéra Night 2°. Cinoches 6° (vo). Gaité Rochecouart 9°.

### LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE.

de Medhi Charef.

Une certaine image de la vie dans une cité HLM et le récit d'une amitié à toute épreuve.

Gaumont les Halles 1°. Quintette 5°.

### LES RIPOUX.

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentés.

Rex 2°. Danton 6°. Biarritz 8°. Paramount Montparnasse 14°. Rex 2°.

### ANOTHER COUNTRY.

de Marek Kaniévski.

La vie d'un collégien anglais dans les années 30. En filigrane, comment les jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.

Olympic Luxembourg 6° (vo).

### KAOS.

de Paolo et Vittorio Taviani.

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustrées pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

14 Juillet Parnasse 6° (vo).

### LA DIAGONALE DU FOU.

de Richard Dembo.

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas.

Studio de la Harpe 5°. Elysées Lincoln 8°.

### PARIS TEXAS.

de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

### BRAZIL.

de Terry Gilliam.

Une critique de la société américaine, dans le style de 1984, traité sur le mode de l'humour noir.

Trois Parnassiens 14° (vo).

### GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.

Opéra Night 2°.

### NOBLESSE OBLIGE.

de Robert Hamer.

Un héritier élimine huit personnes de sa famille. Un film du plus pur humour noir anglais.

Action Lafayette 9° (vo).

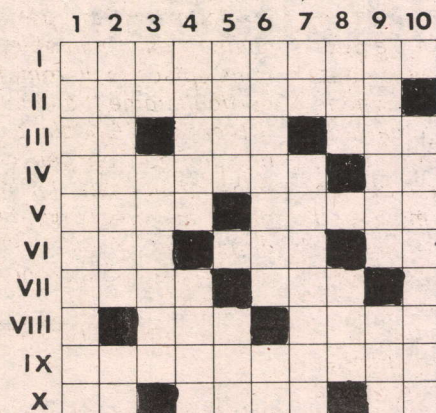
### LA ROSE POURPRE DU CAIRE.

de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Gaumont-Les-Halles 1° (vo). Paramount Odéon 6° (vo). Gaumont Richelieu 2°. Studio de la Harpe 5° (vo). Paramount Odéon 6° (vo). Pagode 7° (vo). Gaumont Champs-Elysées 8° (vo). Paramount Opéra 9°. 14 Juillet 11° (vo). Escorial 13° (vo). Gaumont Sud 14°. Miramar 14°. Paramount Montparnasse 14°. Gaumont Convention 15°. 14 Juillet 15° (vo). Mayfair 16° (vo). Paramount Maillot 17°.

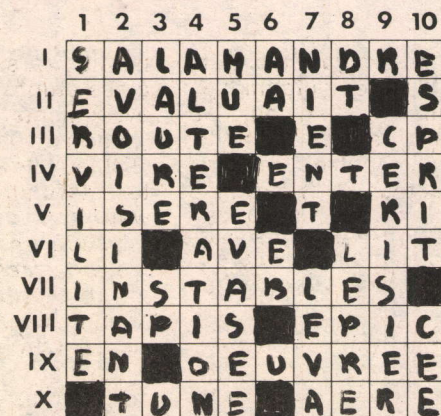
## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT.** — I. Colle. II. D'un rouge vif. III. Abréviation pour un court voyage. Dépression. Désert de pierres. IV. Arbustes décoratifs. Ordonne un départ. V. Parfume la brise. Blottit. VI. Dément. Semblable. Personnel. VII. Ville espagnole. Placé. VIII. S'écoute en Italie. Pronom. IX. Grande amatrice de son. X. Préposition. Sauvage quand il n'est pas content de lui. Avant la matière.

**VERTICALEMENT.** — 1. Ne facilite pas la finesse d'esprit. 2. On y fait des broderies. Habitude. 3. En route. Ne viennent à vous qu'à travers un sens unique. 4. Clouée. Pas futé. 5. Vit dans le grand Nord. Pas loin. 6. Impuretés. Fin de participe. 7. Aux bouts du plan. On peut le faire par envie. 8. Fait un retrait. Entoure le grain. 9. Hommes de mains. Porte le titre. 10. Retombées en enfance.

Solution du numéro précédent





## Grève de 24 h. contre l'austérité

La vieille Internationale socialiste, celle des sociaux-démocrates, des socialistes à la rose et autres travaillistes, a une réalité. C'est du moins ce que vient de laisser entendre Shimon Pérès, le Premier ministre travailliste du gouvernement d'Union nationale israélien, en justifiant les mesures d'austérité que veut prendre son gouvernement.

Prétextant la politique menée par certains de ses amis, il a déclaré : « Il fallait choisir entre une baisse des salaires et la réduction de l'emploi »... « Des dirigeants socialistes comme le président français François Mitterrand et l'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt ont choisi la réduction de l'emploi » a-t-il ajouté, précisant qu'il rejetait quant à lui cette option. Des divergences certes, mais bien minces, puisque Pérès s'apprête lui aussi à licencier dix mille fonctionnaires. Et sur le fond c'est la même politique, une politique qui vise à faire payer la crise aux travailleurs. D'ailleurs, Lionel Jospin en visite à Jérusalem au même moment n'a pas manqué de soutenir Pérès : « Un homme qui avait fait son devoir en prenant les décisions douloureuses qui s'imposaient ».

C'est donc une réduction des salaires que le gouvernement veut imposer aux travailleurs. Et quelle réduction ! 12 % selon le ministère des Finances et 40 % selon le syndicat Histadrout. Dans le même temps, Shimon Pérès a décidé par décret, c'est-à-dire sans en référer au préalable au Parlement, de suspendre pour trois mois l'indexation partielle des salaires sur les prix.

Face à cette véritable provocation, les travailleurs ont

réagi. A l'appel de la Histadrout, une grève générale a eu lieu mardi 2 juillet. Les administrations et les services publics ont fermé leurs portes. Les employés de banque, les enseignants et les travailleurs des entreprises industrielles ont aussi arrêté le travail, et les journaux ne sont pas parus.

Comme dans bien d'autres pays, le gouvernement veut faire payer la crise aux travailleurs mais, en plus il veut aussi leur faire payer les dépenses dues à ses aventures guerrières au Liban. Selon le Premier ministre lui-même, la guerre a coûté quelque 3,2 milliards de dollars. L'inflation a atteint le taux de 445 % en 1984. La dette extérieure se monte désormais à 24 milliards de dollars, ce qui équivaut à la totalité du budget annuel de l'Etat.

Mais face au mécontentement des travailleurs, le gouvernement a momentanément reculé et suspendu l'application de ses décrets d'urgence. En contre-partie, la Histadrout a elle aussi suspendu toutes actions de protestation et s'est engagée dans des négociations avec le gouvernement sur les « compensations » pour les salariés. Une façon de dire qu'elle est prête, à terme, à accepter pour sa part les mesures qu'entend prendre le gouvernement.

La journée de grève de 24 heures aura-t-elle été pour ce syndicat, lié au Parti travailliste, un simple baroud d'honneur ? C'est évidemment fort possible, mais il n'est pas dit que les travailleurs israéliens l'entendent, eux, de cette oreille.

Georges LATTIER



Affrontements entre grévistes et forces de l'ordre à Jérusalem. (Ph. AFP)

## Les banquiers contre les peuples

Le premier souci des grandes puissances et de la Banque mondiale doit être de mettre les pays du Tiers Monde devant leurs responsabilités et de les contraindre à honorer leurs dettes. C'est la seule voie d'une éventuelle reprise de l'économie mondiale, expliquait mercredi dernier le président de la Banque mondiale en présentant à Rome le rapport annuel de cet organisme.

« Les financements étrangers complètent mais ne remplacent pas les efforts déployés sur le plan national », sermonnait d'ailleurs ce même rapport à l'adresse des pays pauvres. Car c'est bien entendu, une fois de plus, en premier lieu aux peuples de ces pays qu'on demande l'essentiel de l'effort. Tout en ajoutant, bien entendu, qu'il faut que « les pays développés restructurent leur économie » ; car il n'est pas question pour les banquiers d'oublier de faire payer aussi les ouvriers des pays riches.

Et les dirigeants de la Banque mondiale d'accuser avec cynisme certains de ces pays pauvres d'avoir commis l'erreur d'utiliser une partie de leurs prêts pour financer leur consommation au lieu de s'en servir pour des investissements productifs. Car les banquiers capitalistes ne leur prêtaient tout de même pas de l'argent pour que les dirigeants des pays pauvres irriguent des cultures d'exportation, pour qu'ils modernisent leurs mines, bref pour qu'ils soient capables de donner plus de profits et plus à manger aux pays riches !

Toujours d'après les experts de la Banque mondiale, ce serait cette mauvaise utilisation des prêts qui mettrait aujourd'hui les pays pauvres dans l'incapacité de compenser la baisse des cours des matières premières et des produits

agricoles en exportant toujours plus, de façon à être à même de rembourser leurs dettes.

Au tableau noir de ces pays gaspilleurs irresponsables dressé par la Banque mondiale, figurent les Philippines, l'Argentine et le Maroc. Certes le gouvernement marocain avait bien tenté l'an dernier, sur l'injonction du Fonds Monétaire International, de supprimer les subventions sur les importations de céréales, et de décréter pour cela une augmentation brutale du prix du pain. Il avait même envoyé ses chars sur la population à Nador lorsqu'elle s'était insurgée contre cette hausse. Mais il avait dû finalement reculer et annuler la hausse des prix. Alors, les banquiers crient haro sur le Maroc. Il sera sur la liste de ceux à qui il faut éviter de prêter. C'est que, explique la Banque mondiale, « les montants qu'ils (les pays sous-développés) pourront se procurer dépendront en grande partie du rétablissement de leur capacité d'emprunt qui, elle-même, est fonction des mesures qu'ils adopteront ». Voilà qui est clair et net. Quant à l'Argentine, qui est elle aussi sur la liste noire, elle ne rentrera en odeur de sainteté que si les mesures d'austérité draconiennes annoncées il y a dix jours par le gouvernement Alfonsín réussissent réellement à soutirer au peuple argentin quelques millions de dollars de plus.

Et ne parlons pas des pays d'Afrique noire : il n'y a aucun espoir qu'ils se relèvent un tant soit peu dans les années qui viennent, estiment les experts de la Banque mondiale. Au mieux leur revenu par habitant restera au niveau actuel, qui est une régression par rapport à ce qu'il était il y a quelques années ; au pire il continuera à baisser.

Et à côté des pays bannis, il y a cependant, pour les spécialistes de la haute finance, quelques

espoirs, quelques pays exemplaires. Au nombre de ceux-ci figure un pays modèle plutôt inattendu : « un pays qui n'existe pratiquement plus en tant que tel, le Liban, a su garder une politique monétaire saine », explique le rapport pour prouver que ce ne sont pas les pays qui souffrent le plus qui sont les moins bons payeurs. L'ancienne « Suisse du Moyen-Orient » est aujourd'hui un pays à feu et à sang. Mais du moment que ses banques tiennent encore !

Tout le cynisme des banquiers impérialistes est concentré dans ce rapport de la Banque mondiale : pendant des années ils ont exporté leurs capitaux excédentaires vers des pays du Tiers Monde parce qu'ils estimaient que c'était des placements plus rentables — parce que la main-d'œuvre est bon marché — et plus sûrs — parce que garantis par des Etats. Ils estimaient que la vente des matières premières que ces pays avaient à exporter était une garantie, et qu'ils faisaient là en quelque sorte des prêts hypothécaires. Mais aujourd'hui, avec la crise du monde capitaliste, les besoins en matières premières ont diminué et le cours de ces matières premières a baissé. Alors les dirigeants économiques et politiques du monde capitaliste exigent des dirigeants et des appareils d'Etat des pays pauvres qu'ils jouent leur rôle en pressurant leur population autant qu'il le faudra pour satisfaire messieurs les banquiers !

Les banquiers des pays riches ordonnent, les gouvernements du Tiers Monde s'exécutent. Mais les mesures d'austérité qu'ils imposent ne vont pas sans susciter des mouvements sociaux. Et le jour où les peuples révoltés par la misère qu'on leur impose feront exploser leur vieux monde, les banquiers n'auront eu que ce qu'ils cherchent.

Olivier BELIN

## Otages, ô désespoir

Les otages américains de Beyrouth n'ont pas été reçus comme il se doit à Washington, du moins pas comme le prévoit le protocole en pareil cas. Lorsqu'il y a deux ans les marines US avaient rapatrié les étudiants américains après l'invasion de l'île de La Grenade, un accueil délirant leur avait été réservé.

Aujourd'hui, le retour des otages n'a pas été célébré comme une victoire. Ils ont quitté leurs prisons de Beyrouth pour être cloîtrés un temps sur la base de Wiesbaden en RFA. Là, dans une

ambiance made in USA, nous dit-on, un copieux breakfast les attendait, mais derrière les barreaux de l'enceinte de clôture.

A leur arrivée aux Etats-Unis, la cérémonie d'accueil a été vite expédiée. A croire que l'on ne voulait pas trop les entendre.

Il est vrai que certains d'entre eux avaient tenu des propos qui avaient de quoi déplaire : l'un avait déclaré que les hezbollahs qui les gardaient n'avaient a priori rien d'extrémistes. Un autre a

même éprouvé de la sympathie pour « ces gens-là qui sont très pauvres et qui ont été très gentils avec nous ».

Reagan aurait enragé d'entendre exprimer de telles opinions à son nez et à sa barbe, alors que toute sa politique consiste au contraire à présenter les combattants chiites comme des terroristes sans scrupules foulant aux pieds les bienfaits de la civilisation.

Il ne restait donc plus qu'à dire aux otages de Beyrouth : soit libre et tais-toi !

## Prestidigitation

Les impôts vont baisser l'an prochain, vient d'annoncer le gouvernement. La nouvelle a, bien sûr, toutes les raisons de laisser incrédule. Et, comme dans chaque tour de passe-passe, tout le monde se demande où sont cachées les ficelles.

Eh bien non, rien de caché derrière cela : on nous avait déjà annoncé, lors de la décision de rallonger le budget de la police, que le tarif des amendes serait augmenté.

Quant aux assurances automobiles, leur prix devra aussi être augmenté d'une taxe supplémentaire destinée à financer la Sécurité sociale.

Ouf, notre âme d'athée souffle : il n'y a pas de miracle ! D'autant moins de miracle qu'en ce qui concerne la baisse des impôts elle-même, le projet n'est pas encore très précis.